la cause marxiste

PUBLICATION CENTRALE DU
GROUPE POUR LA FONDATION DE L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE
MARXISTE-LENINISTE
(U. C. F. M. L.)

2

* LES LEÇONS D'UNE CRISE . . . . . p 2
* UN TOURNANT DE L'HISTOIRE POLITIQUE DES O.S. . . . . p 4
* A PROPOS DE L'UNITE FRANÇAIS-IMMIGRES (Sur les P.A.E.) . . . . . p 8
* SUR L'ORIENTATION DES C.P.A.C. . . . . p 13
* CONTRIBUTION AU PROBLEME DE L' UNIFICATION AUX C.P.A.C. . . . . p 14
* HISTOIRE PERIODISEE D'UN POINT DE VUE MARXISTE SUR LE RISQUE DE GUERRE . . . . . p 18
* MITTERRAND DANS LA CRISE ECONOMIQUE . . . . . p 22

3ème TRIMESTRE 1982 Prix: 10 Francs

SOMMAIRE

* LES LEÇONS D'UNE CRISE . . . . . p 2
* UN TOURNANT DE L'HISTOIRE POLITIQUE DES O.S. . . . . p 4
* A PROPOS DE L'UNITE FRANÇAIS-IMMIGRES (Sur les P.A.E.) . . . . . p 8
* SUR L'ORIENTATION DES C.P.A.C. . . . . p 13
* CONTRIBUTION AU PROBLEME DE L' UNIFICATION AUX C.P.A.C. . . . . p 14
* HISTOIRE PERIODISEE D'UN POINT DE VUE MARXISTE SUR LE RISQUE DE GUERRE . . . . . p 18
* MITTERRAND DANS LA CRISE ECONOMIQUE . . . . . p 22

POUR TOUS CONTACTS, ECRIRE A L'ADRESSE SUIVANTE
(adresse provisoire, ne pas mentionner «la cause marxiste» sur l' enveloppe):
EDITIONS POTEMKINE
2 Bis rue Jules Breton
75 013 PARIS

LES LEÇONS D'UNE CRISE

Une crise politique, latente depuis plusieurs mois, a éclaté en février 1982. Elle a entraîné le départ ou l'exclusion de vingt-trois militants de l'U.C.F.M.L. La grande majorité d'entre eux appartenait à l'appareil des Permanences-Anti-Expulsions. Le noyau actif de la tentative de scission a, de fait, été constitué par le regroupement de militants U.C.F. des P.A.E. de la région parisienne (1).

Les péripéties d'une crise organisationnelle n'ont pas d'intérêt particulier pour les lecteurs de «la cause marxiste». L'apparence des faits est toujours singulièrement monotone. Il y a une loi des scissions, avec invectives, critiques rituelles du despotisme de la direction, anecdotes sentimentales, avalanche de «documents» bourrés de détails vains, mises en demeure, plaintes, bref, tout un folklore de départ aussi misérable que stéréotypé.

La signification politique d'une division est en revanche toujours réelle, même si elle ne se dégage que rétroactivement. Quoique très minoritaire, la scission de ces derniers mois est instructive. Elle met à l'ordre du jour la nécessité d'une sorte de re-fondation de l'organisation U.C.F., dans la convergence de plusieurs facteurs de très grande importance, parmi lesquels à coup sûr:

-1) La crise des référents et la critique nécessaire du marxisme-léninisme, liée au bilan politique de la Pologne, comme à la ré-évaluation de la Révolution Culturelle en Chine.

-2) La conjoncture Mitterrand, achèvement réalisé de la séquence historique post-Mai 68.

-3) La mise en pratique unifiée, comme politique réelle, de l'édification des C.P.A.Cs et des noyaux.

-4) La signification de l'unité français-immigrés comme contenu réel de l'anti-racisme, et fondement possible d'une organisation démocratique révolutionnaire du type des P.A.E.

Sur ces quatre points, le dernier est abordé dans ce numéro à travers deux textes. L'un, rédigé par le secrétariat de l'U.C.F. pendant la crise elle-même, porte sur l'orientation générale des P.A.E. Il est dans le prolongement du texte publié dans «la cause marxiste» No 1. L'autre s'attache davantage aux questions historiques liées aux différents concepts politiques dont nous nous servons (unité français-immigrés, peuple multinational, prolétariat international). Le troisième point est évidemment présent dans le texte sur les O.S. et dans le texte sur les C.P.A.Cs. Le second point sera abordé dans «la cause marxiste» No 3 à travers une longue analyse de la conjoncture politique en France.

Le premier point enfin est directement traité dans le texte qui suit. L'intérêt central de ce texte est de proposer un traitement post-léniniste du concept de dictature du prolétariat. Ainsi se trouvent établis et la nécessité de conserver les concepts fondamentaux du marxisme, et celle de leur périodisation, de leur signification politique ouverte. De leur recommencement politique.

Sur cette base, une caractérisation du groupe scissionniste est fondée: ce sont des révisionnistes populistes. La lourdeur de l'expression n'est que la rançon de son exactitude.

---

(1) Il est à signaler qu'un certain nombre de ceux qui ont été exclus ont fondé une soi-disante «U.C.F-ligne printemps 1982». Et qu'ils maintiennent sous leur autorité une fraction des anciennes P.A.E. Il faut savoir (mais c'est assez clair à les lire) que ces deux regroupements n'ont aucune espèce de rapport avec la continuité historique et politique que l'U.C.F. assume depuis douze ans.

Avec leurs textes récents, il est possible d'avancer quelques premières caractérisations de ce qui est la conception politique des gens dits «Groupe de Travail» (nom adopté un moment par le regroupement des scissionnistes).

- 1 -

Les gens du G.D.T. n'ont aucune idée, et en conséquence aucune conception du travail révolutionnaire d'organisation politique dans les usines.

Quelle en est l'origine idéologique ? A notre avis, le refus, la négation de cette thèse essentielle de Marx qu'il n'y a que deux visions de la politique, la politique bourgeoise et la politique prolétaire. Marx a précisément défini en quoi consistait la politique prolétaire: en 3 éléments articulés:

. la lutte des classes
. la dictature du prolétariat
. le communisme.

Depuis longtemps, l'U.C.F. a indiqué que tel était le noyau du marxisme et que c'était pourquoi au sens strict le marxisme était une politique, la politique prolétaire ou encore la vision prolétaire de la politique.

Qu'entendons-nous par vision prolétaire de la politique ? S'agit-il d'ouvriérisme, d'une espèce de populisme ?

L'hypothèse du marxisme, c'est qu'il n'y a en fait que deux conceptions possibles de la politique. Une qui soutient la bourgeoisie, l'exploitation, la société bourgeoise et l'impérialisme, et l'autre qui la combat au nom de la Révolution, de la dictature du prolétariat et du communisme.

Nous avons dans les textes sur le post-léninisme réaffirmé l'importance à nos yeux des trois termes qui définissent la vision de la politique marxiste: lutte des classes, dictature du prolétariat et communisme. Que propose le G.D.T. ? Une vision de la politique qui ne conserve que luttes des classes et communisme; la dictature du prolétariat passe à la trappe.

Quel rapport y a-t-il entre la dictature du prolétariat au plan idéologique et une politique d'usine de construction d'un nouveau parti ? Pour eux à coup sûr il n'y a pas de rapport, alors que pour nous les deux choses sont indissociables.

La dictature du prolétariat n'est pas un concept caractéristique du marxisme-léninisme, mais une notion essentielle de la pensée politique de Marx, de Lénine et de Mao Tsé Toung. Le maintien ou le rejet de la dictature du prolétariat est une question distincte et séparée de celle du bilan du marxisme-léninisme. En d'autres termes, la question de la dictature du prolétariat et celles de Staline, de Krouchtchev

et de Brejnev ne se confondent nullement, même si les secondes sont des éléments historiques importants du débat sur la première.

De plus la dictature du prolétariat est une notion en transformation dans son contenu historique (avant et après la Commune de Paris pour Marx, avant et après la Révolution d'Octobre pour Lénine, sans doute aussi pour Mao avant et après la Révolution Culturelle).

La dictature du prolétariat n'est pas une forme arrêtée, maîtrisée dans tous ses éléments. C'est une orientation et une hypothèse constitutive et fondamentale du marxisme qui peut se résumer ainsi: l'hypothèse de la politique marxiste est qu'il peut advenir un autre système social et politique que celui de la bourgeoisie et de l'impérialisme, c'est l'hypothèse d'un autre processus possible, et ce processus, celui du communisme, a pour étape la dictature du prolétariat, à la mesure même que les systèmes politiques bourgeois sont des dictatures de la bourgeoisie.

La dictature est le concept marxiste du pouvoir, c'est la nature du pouvoir: il n'y a de pouvoir que de dictature. Qu'est-ce que cela signifie ? Fondamentalement que les forces politiques et sociales qui sont l'adossement, la base du pouvoir politique, n'acceptent ni de partager ce pouvoir avec des tenants d'une autre vision politique que la leur, ni encore moins de le céder. Dictature signifie que le pouvoir politique est exclusif dans son caractère de classe, qu'il ne se partage ni ne se cède.

Dictature du prolétariat est donc ce par quoi est désignée l'hypothèse d'une capacité de la politique prolétaire au pouvoir politique, c'est-à-dire aussi l'hypothèse d'une capacité prolétaire à sa politique propre.

Comment et où faire travailler, pour l'évaluer, cette hypothèse de la capacité prolétaire à la politique marxiste ? De façon nécessaire dans les usines, parce que là et seulement là les ouvriers sont socialement eux-mêmes et non pas aussi du peuple. Car si on ne maintient pas le rôle décisif du travail d'usine, la question de la capacité politique prolétaire se transforme en celle de la capacité politique populaire dans le champ général du rapport des masses à l'Etat, à la question nationale et au fascisme. Sur les usines la capacité politique prolétaire est d'abord confrontée à la question de sa propre existence avant de se situer vis à vis de la direction du peuple entier.

La base première et ultime de la société bourgeoise et impérialiste, c'est l'exploitation et le capital. L'usine est au cœur de la société; les usines, l'accumulation, le capital financier et ses logiques en sont la base générale. Certes, le dispositif étatique assure l'ordre et déploie la société civile; une des tâches de la révolution est de s'y affronter et de le défaire comme étape indispensable de la mise en place d' un nouveau champ des rapports sociaux de production à l' usine comme à la campagne.

La révolution s'occupe de l'Etat et d'un nouvel ordre économique et social. Si la transformation des rapports sociaux de production n'intervient pas ou simplement de façon formelle (limitée à la question de la propriété des moyens de production): alors s'édifie un autre système d'oppression, au mieux il y a eu substitution des classes oppressives et modification des formes de l'exploitation et de l' oppression.

Dans la démarche dialectique matérialiste, la prise en compte de ce que Marx appelait les conditions matérielles d'existence est essentielle. Sans rapports révolutionnaires nouveaux dans les usines et les campagnes, pas de dictature du prolétariat, viable à long terme; pas de phase de transition entre le capitalisme et le communisme.

Du point de vue de l'histoire mondiale actuelle, en particulier en regard de l'expérience de la G.R.C.P. (Révolution Culturelle) et de la Pologne, ce sont des questions essentielles.

La révolution, la pensée marxiste de la révolution, c' est non seulement la destruction des appareils d'Etat bourgeois et de leur logique dominante, c'est aussi la transformation radicale des usines et des campagnes en regard des rapports sociaux de production. La révolution n'est nullement réductible à la question de la guerre - destruction de l'Etat, guerre civile, guerre étrangère - elle inclut de façon décisive la capacité à une autre société civile et à une autre organisation de la production.

Dans la conscience révolutionnaire ouvrière, le travail d'usine, c'est le principe de réalité de cette unité entre la question de l'Etat et la mise en procès de la production capitaliste, de la contradiction Capital/Travail et des formes de conscience et de pratique y correspondant.

Faire le silence sur le travail d'usine est donc homogène non seulement à l'exclusion de la dictature du prolétariat, mais encore à une vision non prolétaire qui exclut les ouvriers et les usines.

- 2 -

Les gens du G.D.T. n'aiment pas Lénine et le léninisme. On peut même dire qu'ils le détestent. Ils confondent délibérément léninisme et marxisme-léninisme; cela revient historiquement à assimiler Lénine et Staline et Krouchtchev. Qu'à cela ne tienne, cela évite de se poser des questions difficiles, de réfléchir, lire et travailler pour y répondre. Foin de l'étude du bilan de l'histoire mondiale !

Pourquoi cette hostilité organique, cette répulsion avouée pour le léninisme ? Elle est homogène à leur hostilité à la politique prolétaire et à la dictature du prolétariat dans la forme où Lénine la formule le premier dans l'histoire, la nécessité et le processus: le parti marxiste.

Le G.D.T. est complètement hostile au caractère de classe, à la vision marxiste du Parti; la question du Parti devient pour lui une simple question d'organisation des tâches. Le G.D.T. n'ose pas se déclarer anti-Parti, ou pas tout de suite, alors ils vident la politique de Parti de tout son contenu:

- sur le plan pratique:

. faire fusionner les C.P.A.Cs et les P.A.E. pour donner naissance à une organisation dans la conjoncture. Remplacer la politique de Parti dans le peuple par la politique de la conjoncture.

. mettre fin à la politique des noyaux ouvriers.

- sur le plan idéologique: mener la guerre au léninisme au nom d'un bilan de droite du marxisme-léninisme (qui se débarasse de la dictature du prolétariat) pour achever de se débarasser de la politique prolétaire dont on sait avec Lénine, que le principe de réalisation passe par la politique de Parti, même si le Parti n'en est nullement le seul mode d' existence et de développement de cette réalisation.

- 3 -

Qui sont donc ces gens-là sur les questions idéologiques et théoriques: à nos yeux ce sont des révisionnistes ouverts sur la politique prolétaire, sur la dictature du prolétariat, sur le Parti. Non pas des révisionnistes ouvriéristes, classiques, mais des révisionnistes populistes, des révisionnistes petits-bourgeois qui se réfèrent au marxisme pour ce qui leur convient et le combattent pour ce qui les gêne: la vision de la politique prolétaire, de la lutte de classe, de la dictature du prolétariat et du communisme.

UN TOURNANT DE L'HISTOIRE POLITIQUE DES O.S.

Dans les grandes usines de l'automobile de la région parisienne, il y a eu 3 grèves importantes en 8 mois: successivement Renault-Billancourt en Octobre-Novembre 1981; Renault-Flins en Avril 1982; suivi de Citroën et Talbot. Pour mémoire, la première de ces grèves commençait 5 mois après le 10 Mai 1981 (élection de Mitterrand).

Cet article ne parlera que des questions soulevées par les grèves de Renault-Billancourt et Renault-Flins.

Ces deux grèves sont des grèves faites par les O.S. des chaînes (et des presses, à Billancourt).

* Elles témoignent d'une volonté de reprendre l'initiative, de relever la tête. Pour certains ouvriers, il est possible d'agir parce qu'il y a eu des changements dans l'État, et qu'ils comptent que le P.S. ne leur enverra pas tout de suite les C.R.S. Pour d'autres ouvriers, il faut agir parce que la politique «sociale» du P.S. tire des voiles de fumée sur la situation réelle dans les usines, et qu'ils doivent faire entendre leur voix (faute de quoi ils seront encore plus encerclés ensuite pour faire quoi que ce soit).

* Cependant, dans chacune de ces grèves, il y a peu d'ouvriers qui sont grévistes. Les autres ne sont pas hostiles à la grève. Seulement, ils ne viennent pas à l'usine. Ils ne suivent pas non plus ce que disent les syndicats. Là est la différence de point de vue entre ouvriers qui font la grève, et ouvriers qui ne la font pas. La grande majorité des O.S. refuse de s'engager dans une grève où, à ses yeux, les syndicats sont encore les dirigeants, ou, du moins, encore capables de mettre des batons dans les roues aux ouvriers, et d'avoir le dernier mot en mettant fin à la grève. Ceux qui font quand même la grève sont plus convaincus de l'urgence d'agir, coûte que coûte.

Mais, de fait, dans ces grèves, il n'y a pas d'invention ouvrière qui fasse progresser les capacités d'autonomie des ouvriers par rapport aux syndicats.

A Billancourt, il n'y a même pas d'assemblées générales pour discuter de la grève. A Flins, les ouvriers nomment des délégués ouvriers, qui se donnent le nom de Comité de grève. Mais ce Comité de grève ne se fixe pas d'autre but que de surveiller les syndicats aux négociations. Il n'a pas de points fixés par les ouvriers, ni de plan d'action, à défendre. Il ne parle pas en son propre nom dans les négociations. En fait, son existence témoigne du statu-quo qui existe entre ouvriers et syndicats: les syndicats n'arrivent pas à diriger, parce que la grande masse des O.S. ne les suit pas, mais ils gardent le monopole des négociations, tout en étant obligés d'accepter la surveillance du Comité de grève, qui ne dirige pas non plus, parce qu'il n'a aucune politique.

Ce dont parlent tous les O.S. au cours de ces grèves, c'est de la dureté de l'exploitation dans l'usine maintenant. Tout le monde parle des cadences - qui ont augmenté de façon inouïe sur 5 ou 6 ans (au point que sur les ouvriers nouveaux que la Régie tente de faire travailler sur les chaînes, 1 sur 10 seullement arrive à s'adapter, et que jusqu'à ces grèves, la Régie avait fait un compromis avec les ouvriers sur l'absentéïsme: ils faisaient la cadence, mais la Régie fermait les yeux sur les arrêts-maladie à répétition - sans quoi l'ouvrier y laisse sa peau) - des heurts avec la maîtrise, et des pressions de l'encadrement.

Or rien de cette indignation sur la façon dont la chaîne brise les ouvriers n'apparaît dans les objectifs des grèves.

L'objectif fixé, c'est: le coefficient 180 pour tous les O.S. Et la 5ème semaine de congés payés accolée aux congés annuels, à Flins.

Quelles sont les questions que soulèvent le mouvement pour le 180 pour tous, c'est ce sur quoi va revenir l'article.

- Rappelons d'abord que ces grèves s'achèvent toutes les deux sur une défaite ouvrière par rapport à cet objectif:

. à Billancourt, un commando de la C.G.T., Certano réintégré en tête, essaie de faire reprendre le travail de force. Chassé par les ouvriers, il est relayé par un commando de cadres, face auxquels les ouvriers reprennent.

. à Flins, les négociations accordent uniquement le droit d'accoler la 5ème semaine au mois de vacances (y compris un mois de congés sans solde) pour les ouvriers immigrés

Cependant, ces grèves ont pour effet global le renforcement des ouvriers - après une longue période silencieuse.

LES PARADOXES DE L'OBJECTIF DU 180 POUR TOUS

DE QUEL OBJECTIF S'AGIT-IL ?

Dans ces usines, les O.S. se voient attribuer des coefficients (165; 170; 175) de la façon la plus arbitraire: 165 à l'embauche généralement; mais un ouvrier dont la tête ne revient pas à son chef peut avoir travaillé 14 ans sur la chaîne, et être toujours au coefficient 165. En revanche, un fayot ou un mouchard se verront attribuer le coefficient 180 en échange de leurs services. De ce système de coefficient dépendent les variations du salaire (entre 100 et 200 francs entre chaque coefficient). Le coefficient est aussi censé dépendre du poste occupé par l'ouvrier (des différences dans le travail).

Cela fait longtemps qu'a émergé dans l'histoire ouvrière de ces usines l'idée de combattre ce système de classification des O.S., au nom de deux points de vue: faire reconnaître le travail des O.S. comme un travail qualifié; supprimer les divisions par les coefficients. Dans la grande grève des O.S. en 1973 à Billancourt, le mot d'ordre mis en avant est celui de «P1F pour tous». P1F, c'est le nom maison de la 1ère catégorie des ouvriers professionnels. Exiger cela signifie déjà l'affirmation que le travail des O.S. est comparable à celui des O.P., et la volonté d'obtenir un statut unique des O.S. En 1975, toujours à Billancourt, après une grève des caristes pour le 180 pour tous, les O.S. de 3 départements (74, 38 et 77) formulent un nouvel objectif: «travail égal, salaire égal», «une seule classe d'O.S. maxi pour tous» (et le coefficient 180 pour les caristes et pour la peinture).

A ce moment-là, l'important est le lien fait entre «une seule classe d'O.S.» et «travail égal, salaire égal». Les ouvriers veulent imposer de tourner sur les postes, afin qu'il y ait une égalité réelle dans le travail, et pour riposter à l'objection que tel poste représentant un travail plus dur, il doit être coté davantage. Cet objectif remet en cause la division capitaliste du travail sur les chaînes et les presses.

En 1973 et en 1975, les mouvements qui proposent ces objectifs, s'opposent aux syndicats. Ils les surveillent au moment des négociations. En 1973, un Comité de grève tente d'être un pôle autonome dans la grève. Tout ceci représentait, à ce moment là, des nouveautés politiques ouvrières: la volonté d'une «gauche ouvrière» de rompre avec le syndicalisme, d'être autonome, et d'attaquer le capitalisme à l'usine.

C'est ce que nous avons expliqué et soutenu. En 77/78, la C.G.T. et le P.C.F. ont réussi une contre-offensive. Ils ont mis en avant «A travail égal, salaire égal», ce qui voulait dire: à supposer que le travail sur 2 postes soit le même, alors les 2 ouvriers doivent avoir le même salaire ! et non pas: il faut s'organiser pour tourner sur les postes et rendre ainsi le travail égal.

COMMENT CETTE LONGUE HISTOIRE EMERGE-T-ELLE DANS LES GREVES DE 81/82 ?

A Billancourt, le mot d'ordre «180 pour tous» se présente comme le mot d'ordre ouvrier unanime.

Cependant, il y a un débat sur son sens.

Certains ouvriers le réfèrent à l'objectif d'une augmentation de salaire, en expliquant qu'au fond ils sont d'accord pour continuer à travailler selon les cadences actuelles, à se tuer au travail, à condition qu'on les paie davantage. Cependant les griefs contre les cadences, l'indignation de voir les vieux ouvriers, ou les malades, maintenus sur les chaînes, débouchent sur un tout autre point de vue sur la signification du 180 pour tous: celui des ouvriers qui le voient avant tout comme un moyen de riposter à la pratique des déqualifications. Un ouvrier est muté d'un atelier à un autre, ou il a des ennuis avec le chef: on baisse son coefficient (donc aussi son salaire). La volonté d'empêcher ces brimades humiliantes est très forte, et c'est elle que nous soutenons par une pétition sur le 180 pour tous et contre les déqualifications, et en appelant à la vigilance sur ces questions après la grève.

Au terme de mois de grève, les syndicats et la Régie peaufinent un accord sur la question des coefficients - qui va à son tour déclencher la grève des O.S. de Flins, et la colère à Billancourt.

Selon cet accord, une promotion (5 points par 5 points) sera attribuée à chaque ouvrier, aux conditions suivantes:

- pour gagner 5 points (donc passer par exemple du 165 au 170) il faut totaliser 5 «U.P.A.».
- les U.P.A. (Unités Pratiques Atelier) cela signifie: plus de 300 jours ouvrables de présence continue à l'usine (donc ni absence pour congés sans solde, ni arrêts maladie de plus de deux mois). 5 U.P.A. représentent à peu près 5 ans de présence continue de ce type !
- en plus, pour avoir le coefficient 180 lui-même, il faut que les ouvriers fassent preuve de leur «polyvalence». De quelle façon ? En acceptant aux ordres du chef de prendre n'importe quel poste n'importe quand sur la chaîne. Or les ouvriers (qui travaillent depuis des années sur les chaînes) connaissent tous déjà un grand nombre de postes (10, 15 parfois), et refusent de changer de postes depuis que les cadences ont considérablement augmenté; car c'est devenu à leurs yeux trop pénible de passer tout le temps d'un poste à l'autre (sur le poste où ils sont, les opérations à faire varient déjà d'un jour à l'autre selon les absences, ou selon les idées des techniciens sur l'organisation de la chaîne).

Cette histoire de «polyvalence» a fonctionné comme une véritable provocation: non seulement une incitation à être aux ordres des chefs, mais une façon de renvoyer les O.S. à ce qu'ils combattent, à savoir l'idée que leur travail serait un travail sans qualification, sans habileté, sans métier, le degré zéro du travail dans les usines. Aussi, dans la grève de Flins, le drapeau du 180, était avant tout refus de la «polyvalence», et affirmation d'un autre point de vue des O.S. sur eux-mêmes et leur travail.

La C.G.T. et les O.S.: traditionnellement contre la qualification réelle des O.S., elle essaye de changer de terrain pour gagner des partisans parmi les O.S. (Citroën et Talbot).

UN MOUVEMENT SOCIAL DES O.S.

Cet objectif du 180 pour tous, répété, mais jusqu'à présent toujours inabouti, abandonné dans la politique réelle, unanime, mais à multiples significations contradictoires, - est un des fils conducteurs de l'analyse de la situation parmi les O.S. des grandes usines.

Le capitalisme a organisé jusqu'alors ces usines sur la base du mépris pour le travail des O.S. et de la séparation stricte O.S. / O.P. Cette vision des choses a servi le syndicalisme qui repose là sur la conviction des O.P. qu'ils ont évité le plus pénible de l'usine, et qu'au fond eux seuls sont des ouvriers, la division O.S. / O.P. recoupant massivement dans ces usines la répartition des immigrés et des français. On ne fait pas assez remarquer comment une grève d'O.S. se solde généralement par l'augmentation substantielle des salaires des O.P. et de l'encadrement.

Or ce système est ébranlé; et on assiste à des bouleversements considérables et inachevés dont témoignent les grèves de Billancourt et de Flins.

L'ébranlement de ce système fait partie des effets de la restructuration, et de la crise elle-même.

Dans la restructuration, l'augmentation de la productivité dépend avant tout des O.S., comme en témoigne l' augmentation des cadences parallèle à la baisse des effectifs qui est le fait majeur des transformations de l'exploitation au cours de ces dernières années.

La conscience de l'importance décisive des O.S. dans la production commence à se faire jour de toutes parts. Par exemple, les O.S. des chaînes savent à quel point ils sont difficilement remplaçables, et tirent de là la ressource de faire reconnaître le caractère minutieux, qualifié, et les qualités de rapidité, d'habileté, d'endurance, d'organisation que demande leur travail.

Pourquoi y-a-t-il une telle résistance des capitalistes à reconnaître cette qualification, en cédant par exemple sur le 180 pour tous ?

D'abord parce que la productivité des O.S. suppose un maintien intact, et même un renforcement, dans les conditions actuelles, de l'encadrement. (On connaît des usines où des ouvriers travaillent 25 heures le week-end, payées 40 heures, mais où il y a presqu'autant de gens à l'encadrement qu'à la production, pour assurer l'intensité du travail sur une journée de 12 heures et plus). Or, une grande partie de l'encadrement repose sur les O.P. (contrôleurs, régleurs, etc...) dont le principe d'autorité, à leurs propres yeux, passe davantage par la catégorie à laquelle ils appartiennent, que par une qualification qui mettrait leur travail réellement «au-dessus» de celui d'un O.S. En réalité, ces O.P.-là travaillent pour la chaîne (et non pas sur des machines complexes), et principalement à contrôler, surveiller, vérifier, le travail réalisé par les O.S.-chaîne.

Ensuite parce que reconvertir le dispositif syndicaliste (qui repose sur le fait que ce sont les O.S. qui font grève pour augmenter le salaire des O.P.),en prenant pour fil conducteur les O.S.,aurait des effets hors de l'usine considérables. Dans la mesure où reconnaître le droit des immigrés dans le champ de l'usine, c'est reconnaître les O.S. comme ouvriers professionnels, de métier, cette reconnaissance ébranlerait en retour l'organisation sociale, qui fait silence sur les immigrés comme ouvriers, et déploie le racisme pour dissimuler cette réalité.

Cependant, comme les O.S. sont bel et bien le pivot de la restructuration économique, et que, de surcroît, dans beaucoup de cas les O.S. sont capables de faire ce que fait un O.P., ou d'apprendre, alors qu'un O.P. est incapable de faire le travail d'un O.S., la nécessité d'avoir un principe de contrôle interne de cette situation s'impose peu à peu.

La C.G.T. elle-même, qui a toujours fait campagne (en direction des O.P. et des français) sur le thème «vie d'O.S., vie brisée», et contre le travail des O.S., n'arrive pas à prendre de front les O.S. sur cette question. Et c'est sans doute une des raisons de sa tentative pour changer de terrain et trouver des bases chez les O.S. eux-mêmes,à partir de Talbot et Citroën.

De surcroît, cette affirmation par les O.S. que leur travail est un travail de métier, et la conscience qu'ils sont la part essentielle de la production, met en cause les O.P., leurs fonctions d'encadrement, et souligne l'absence totale de garanties pour les O.P. dans la crise. Des camarades immigrés de Flins ou de Billancourt sont frappés de voir arriver sur les chaînes des ouvriers français, O.P. licenciés d' autres usines, et que les chefs se dépêchent généralement de faire passer à nouveau régleurs ou contrôleurs, c'est-à-dire à de pures tâches d'encadrement des O.S., et dans l'objectif délibéré de les couper des O.S., de préserver une «neutralité» anti-O.S. - mise à mal par la crise. En outre, ces ouvriers nouveaux venus sur les chaînes sont justement le plus souvent incapables de s'adapter au travail.

Malgré le refus obstiné et complice de la Régie et des syndicats de céder sur le 180 pour tous, un indice que le capitalisme prend acte d'une conscience nouvelle chez les O.S., c'est la proposition que la Régie a faite au Comité de grève de Flins de se constituer en organisation légale et déclarée. Il s'agissait de chercher un interlocuteur émanant des O.S., court-circuitant les syndicats au besoin. Le Comité de grève à refusé de se légaliser.

LA POLITIQUE DE CLASSE DANS CETTE SITUATION

Pour la première fois peut-être, nous saisissons comment diviser le mouvement de ces usines, le mouvement des O.S., qui se présente comme un mouvement social des O.S. Quels sont nos points d'appui ?

D'abord d'avoir fait travailler la question du contenu du 180 pour tous, en montrant que l'unanimité ouvrière cachait en réalité toutes sortes de points de vue, et que, par lui-même, ce mot d'ordre n'a pas de caractère de classe clair. Il inclut aussi bien des points de vue de compromis et d'entente avec le capitalisme, que des points-de-vue ouvriers opposés au capitalisme.

Ensuite de montrer que le mouvement tel qu'il s'est donné dans ces grèves n'a pas de politique même sur l'objectif du 180 pour tous.

D'où l'oscillation chez les ouvriers entre fixer cet objectif comme le seul objectif important de la grève, l'opposer aux idées syndicales sur la «promotion» et la «formation» des O.S.; et y renoncer tout à coup en déclarant qu'il sera toujours impossible de l'atteindre.

En vérité, aussi bien à Billancourt qu'à Flins, le 180 pour tous a été mis en avant comme la seule chose qui à la fois vaille la peine de faire grève, et qui rende possible un semblant d'unité entre O.S., au moins un appui des non-grévistes aux ouvriers grévistes. Mais sans que personne croie à une victoire possible.

Aussi dirons-nous qu'une des questions est de savoir si on se fixe, ou non, cet objectif comme un objectif sérieux, et dans ce cas, il faut une politique de classe pour clarifier le contenu de cet objectif, et traiter les questions de l'unité politique entre ouvriers (par exemple avancer sur le bilan des grèves syndicales des 10 dernières années, à partir de quoi s'opérait le clivage entre grévistes et non-grévistes maintenant).

Aussi avons-nous proposé de discuter point par point les questions soulevées par le 180 pour tous, et d'examiner sur quelles directives de comportement ces questions débouchent:

-1) Est-il vrai que chacun fait le même travail, si l'on dit que le 180 veut dire égalité de cœfficient parcequ'égalité de travail. Qu'en est-il, dans ce cas, des intérimaires, des vieux, des malades, des femmes ?

-2) Si l'objectif du 180 est de faire respecter l'O.S. comme ouvrier, alors il faut faire respecter chaque ouvrier face aux chefs, et chercher à faire une politique d'unité ouvrière avec les autres catégories d'ouvriers (O.P., ouvriers français, caristes, retoucheurs, etc...).

-3) Le 180 est le principal moyen de corrompre des ouvriers. Il faut prendre en main cette question, expliquer aux ouvriers les plus faibles pourquoi ils ne doivent pas lâcher la classe ouvrière, en ce moment, comment un avenir est possible.

-4) Il faut refuser la «polyvalence». Expliquer à tous les nouveaux la duperie qu'elle représente.

-5) Il faut être vigilant à riposter aux déqualifications liées aux mutations et aux brimades des chefs.

En partant de là, il est possible de montrer comment l'unité politique ouvrière n'est pas faite parce qu'on a dit le «180 pour tous». Comment cela, c'est une vision syndicaliste de l'unité, qui ne crée aucune unité politique réelle, et donc aucune force contre le capitalisme.

Ceci demeurerait un travail de principe, si ce que nous disons n'avait pas déjà été entendu.

Car l'émergence de cette nouvelle conscience de soi sociale des O.S. apporte aussi de nouvelles façons de voir la situation de la classe ouvrière chez quelques ouvriers, qui sont ceux que nous avons rencontrés dans notre travail. Pour ces camarades, il faut envisager réellement l'existence de la classe ouvrière comme un travail à faire, une chose nécessaire, qui les mobilise selon un principe d'engagement très profond. De certains d'entre eux, on pourrait dire qu' ils sont comme des «humanistes ouvriers», c'est-à-dire des ouvriers touchés par la dureté de la condition ouvrière, de l'exploitation, qui ne supportent pas ces souffrances qui sont un sort collectif, et qui s'intéressent à nous parce qu' ils veulent voir la classe ouvrière unie et debout.

On peut dire que ces camarades tentent avec nous de dépasser les conceptions d'organisation, de lutte, de pensée, qui ont prévalu, dans leur propre expérience, au cours des 10 dernières années; et qu'en ce sens, ils confrontent leur bilan et notre conception de la politique. Ils sont au-delà d'un mouvement social, et en travail avec nous sur la question d'une politique de classe dans ces usines.

A propos de l'unité français-immigrés

La crise de Février-Avril 1982 a d'abord été une crise des Permanences Anti-Expulsion. Le lecteur de «la cause marxiste» a pu lire, dans le No 1, un texte qui faisait état d'un grand débat concernant cette organisation démocratique révolutionnaire. Les points-clefs de ce débat étaient (et demeurent) les suivants:

-1) L'unité français-immigrés est-elle le grand mot d'ordre qui justifie, dans la conjoncture, une organisation particulière et des pratiques politiques distinctes ? S'agit-il là du contenu réel, du contenu de classe, de l'antiracisme ?

-2) Cette tâche est-elle d'avant-garde ?

Les scissionnistes de l'U.C.F. ont pris la grave décision d'engager les P.A.E. dans une réponse négative à ces deux points. Sur le premier, ils ont déclaré que l'«antiracisme» était par lui-même une politique, qui, en outre, s'étendait à toutes les questions (la Pologne, la guerre et la paix, etc...); sur le second, ils ont rejeté toute idée de pratique politique d'avant-garde, pour lui substituer la conception parlementaire d'une action provisoirement minoritaire.

Naturellement, cette aventure a brisé les P.A.E. Il y a eu des mois de désarroi, de scissions, de désorganisation, les scissionnistes traitant les P.A.E. comme «base» de leur projet révisionniste populiste.

Une majorité des camarades des P.A.E. débat aujourd'hui, avec l'U.C.F., de la procédure de reconstruction des pratiques de l'unité français-immigrés. Des permanences entières, du reste, n'ont jamais interrompu complètement leur travail dans ce sens.

Le texte ci-dessous a été écrit par le secrétariat de l'U.C.F., en pleine crise, pour soutenir une contre-offensive politique contre la liquidation révisionniste-populiste. Il précise notre vision de la politique antiraciste comme politique de classe.

«La cause marxiste» reviendra en détail sur ces questions.

- I -

SUR LA PROPOSITION DES P.A.E: «L'ANTI-RACISME EST UNE POLITIQUE».

«L'anti-racisme est une politique» (Anti-Raciste No11 pages 4 et 15). Cette thèse est fausse, l'anti-racisme n'est pas à soi seul une politique; ce qui est vrai c'est que toute prise de position sur l'anti-racisme s'inscrit dans une politique. Dire que l'anti-racisme est une politique consiste vraiment à proposer la généralité la plus abstraite comme analyse de classe et de conjoncture; c'est aussi imprécis que si l'on disait l'anti-impérialisme ou l'anti-capitalisme est une politique, ou à propos des usines: lutter contre l'exploitation est une politique.

La seule question est: quelle est la politique révolutionnaire de l'anti-racisme ? L'U.C.F.M.L. a proposé comme réponse: l'unité français-immigrés est ce qui en regard de l'analyse de classe, caractérise la politique révolutionnaire sur l'anti-racisme, d'où la définition des P.A.E. avancée par l'U.C.F.M.L. en été 81: être l'organisation anti-raciste de l'unité français-immigrés (c'est ce qui est développé dans l'article sur les P.A.E. dans «La Cause Marxiste No1»); à notre sens là est la voie révolutionnaire. Il n'y en a pas d'autre; renoncer à l'unité français-immigrés, c'est renoncer à la politique d'avant-garde, c'est tomber dans les faits dans une vision du revendicatif immigré et proposer une nouvelle mouture du courant immigrés-immigrés. L'anti-racisme sans autre spécification politique conduit nécessairement les P.A.E. à une vision des choses en termes de «mouvement»; on en revient à la logique du Comité de Coordination des foyers Sonacotra, à ceci près que ce n'est plus le mouvement des foyers, mais celui des sans-papiers, et que la tribune des meetings ne s'écrie pas «nous les immigrés», mais «nous les anti-racistes».

La conséquence de cette ligne est que la seule chose proposée aux français soit de fait le soutien, dans la modalité principale du soutien à la bataille en cours; car l'absence d'une politique révolutionnaire de l'anti-racisme fait que la seule chose à laquelle on puisse rallier soit la bataille. Or les les batailles ne sont pas, dans leurs seuls objectifs, des unificateurs à la politique révolutionnaire; tout au contraire. Ceci a été très net au meeting des P.A.E. du 20 Mars; à notre avis ce n'était pas un bon meeting précisément parce-qu'il n'avait pas d'unité politique vivante et forte, qu'il n'avait comme référence que la bataille des sans-papiers, et que là-dessus il venait en répétition de la manifestation du 28 Novembre 81, manifestation autrement plus offensive et plus enthousiasmante que le meeting. Pour être réussi le meeting aurait dû être un meeting d'éducation politique de masse, et développer un ensemble de propositions et d'exigences vis-à-vis du mouvement des sans-papiers à l'endroit de la politique anti-raciste révolutionnaire, alors qu'il n'a fait que répéter aux immigrés sans-papiers leurs propres mots d'ordre et appeler les français et les autres au soutien.

Formellement il y avait beaucoup de monde au meeting, 800 personnes à peu près, dont au moins 600 des foyers où sont implantées les P.A.E., foyers majoritairement habités par des ouvriers originaires d'Afrique Noire. Cette grande assistance est la mesure de la base de masse actuelle des P.A.E. dans la bataille des sans-papiers; ce n'est pas un principe de légitimation politique révolutionnaire. Remplir une grande salle est une chose, avoir une bonne ligne politique en est une autre; il ne faut pas sacrifier la première au détriment de la seconde.

Premier point, donc, les P.A.E. affirment que l'anti-racisme est une politique sans jamais dire ce qu'elle est si ce n'est l'engagement dans les batailles en cours pour le droit des immigrés. Pour les P.A.E. l'anti-racisme est une politique dont le contenu n'est jamais formulé; c'est une politique dont on ne sait jamais ce qu'elle est parceque les P.A.E. ne le savent pas elles-mêmes. Ce que l'Anti-Raciste No 11 dit de la Pologne en est un exemple frappant, il est intéressant de s'y rapporter. (page 15):

« Certains nous ont dit: - l'anti-racisme et la Pologne, ça ne marche pas ensemble, la bataille pour la régularisation des immigrés sans-papiers et le soutien à la Pologne n'ont pas grand chose à voir. Ce n'est pas notre conviction: l'anti-racisme n'est pas simplement une question d'aide voire de soutien aux immigrés. Ce n'est pas non plus simplement une succession de batailles. L'anti-racisme est une politique. Or comme toute politique elle s'éprouve dans sa capacité d'être de la conjoncture. Les militants des P.A.E. se sont d'ailleurs sentis très concernés. Cette interpellation est d'autant plus forte que les questions posées par l'activité politique de Solidarité sont perçues comme contemporaines de nos propres interrogations. Dans un mouvement spontané nous nous sommes sentis du même camp. Solidarité a affronté et est en train d'affronter des problèmes politiques qui nous semblent être d'une très grande importance:...»

(Suivent quatre points caractérisant - les problèmes politiques affrontés par Solidarité, affrontement et autonomie vis à vis de l'État, dialectique «société»-État, rôle des ouvriers, question de la guerre. L'article poursuit:).

« Les réponses de Solidarité et du peuple polonais à ces problèmes doivent être étudiées et popularisées».

Comment cela va-t-il se faire ? Citons à nouveau le texte:

« Les P.A.E. vont assumer cette tâche en la référant à leur engagement anti-raciste. Il s'agit en donnant nos propres explications du développement de la situation en Pologne de fixer les points de repère afin que les français et les immigrés se forgent un point de vue indépendant de celui de l'État». Plus loin, l'article se conclut par: « Les anti-racistes doivent être partie prenante du soutien à la Pologne, les P.A.E. participeront à toute initiative allant dans le sens de leur engagement».

«Les anti-racistes doivent être partie prenante du soutien à la Pologne». Au terme de l'article, on ne sait toujours pas pourquoi,si ce n'est que parceque l'anti-racisme est une politique et que comme toute politique elle s'occupe des évènements importants de la conjoncture, et comme la Pologne est un évènement important de la conjoncture...

Dans les faits, les P.A.E. n'ont au titre d'elles-mêmes aucun point de vue particulier sur la Pologne; de ce point

Les P.A.E. à la manifestation du 16 Juin 1979 pour l'égalité des droits français-immigrés.

de vue là l'article fait la preuve que se définir simplement comme anti-raciste ne constitue pas un principe d'identité pour interroger la situation polonaise. La succession de généralités présentées par l'article comme les leçons de la Pologne n'a aucun rapport avec l'anti-racisme. Il s'agit de propositions très générales qui constituent le cadre conceptuel, largement formaliste, ce que l'on pourrait appeler un point de vue révolutionnaire moyen sur la Pologne.

A défaut d'être clair sur son identité politique il est difficile de l'être sur celle des autres.

Relevons enfin que lorsque les P.A.E. se proposent «que les français et les immigrés se forgent un point de vue indépendant de celui de l'État», nous sommes au cœur du problème. Chacun sait qu'une politique authentique à l'égard de la Pologne ne peut se suffire à citer les polonais comme exemple car cela mène toujours à finalement dire «faisons comme eux». Il faut partir des problèmes ici et maintenant, de leur nature interne, de leurs contradictions. Il faut réfléchir comment dans la politique révolutionnaire anti-raciste se donne la question de l'indépendance vis à vis de l'État, au travers de quoi elle se joue, et interroger à partir de là l'expérience polonaise.

Parceque les P.A.E. ne sont pas réellement engagées aujourd'hui dans le processus de l'unité français-immigrés, elles n'ont pas de vision politique consistante, pas plus sur elles-mêmes que sur la Pologne. L'anti-racisme n'est pas une politique, du moins il ne spécifie pas une politique. Cependant les P.A.E. sont bien engagées dans une politique. Quelle est-elle ? C'est ce que nous allons examiner dans les points suivants.

- II -
L'UNITE FRANÇAIS-IMMIGRES, LA QUESTION DES FRANÇAIS.

La question des français est une question difficile. Vouloir les inscrire dans la dynamique des P.A.E. est la condition d'une ligne révolutionnaire.

Quel peut être le rapport des français à la question de l'anti-racisme et de l'unité français-immigrés ? Le rapport des français à l'anti-racisme n'est pas le même que celui des immigrés. Pour les immigrés, l'anti-racisme véhicule des intérêts sociaux, au sens où Mao Tsé Toung disait: «il faut que les masses aient intérêt à la révolution»; ceci est net dans le fait que pour certains ouvriers immigrés tout ce qui est mauvais pour eux est «raciste», que cela relève effectivement de pratiques racistes ou de pratiques anti-ouvrières ou anti-populaires.

Quel est l'intérêt possible des français à l'anti-racisme, quelle ligne politique développer à leur endroit ?

- il ne faut pas se contenter d'un ralliement simplement idéologique, d'une adhésion des français à l'anti-racisme, simplement fondés sur la condamnation du racisme, car cela revient dans les faits à les rallier aux batailles des immigrés sur leurs droits; s'il n'y a que cela, c'est la logique du soutien des français aux batailles des immigrés.

- on peut faire l'hypothèse suivante: l'anti-racisme pour les français ne peut devenir une politique authentique (celle de l'unité français-immigrés) que s'il fonctionne comme interrogation et révélateur de la société, de son fonctionnement, de sa logique; et cela non pas au niveau général, abstrait, mais dans sa réalité pratique.

L'école en est certainement le meilleur exemple: engager un travail contre le racisme à l'école - et l'on sait qu'il y est souvent virulent - ne peut se faire du point de vue des français sans une prise de conscience critique sur l'école, sa finalité sociale, sa logique. Pour les français la lutte contre le racisme à l'école pour être prolongée et significative doit exprimer une prise de position sur l'institution elle-même; cela exige une analyse de classe de l'école, qui ne se réduit nullement à la question du racisme. La nature réactionnaire de l'institution scolaire a pour un de ses effets le racisme; pour le combattre du point de vue de l'unité français-immigrés, les P.A.E. doivent être en mesure d'articuler le racisme à la logique d'ensemble de l'école.

C'est là une exigence de l'unité français-immigrés, c'est une exigence pour les camarades immigrés des P.A.E., c'est là une nécessité pour rallier correctement des camarades français des cités, des quartiers, aux P.A.E.

Un contre-exemple de cela est fourni par certains des textes du dossier des P.A.E. sur la médecine, où l'expression «c'est raciste» devient l'explication universelle et passe-partout. Les choses sont plus fines que cela et si on ne les saisit pas, on est dans la simplification, voire dans le faux. L'article du Perroquet No 6 sur «Le service des urgences» montrait bien les différences de comportements racistes entre: - les urgences générales où le personnel était souvent raciste et traitait mal les malades immigrés, - les urgences de pédiatrie où il y avait des comportements racistes à l'égard des parents immigrés, mais où les enfants immigrés étaient, compte-tenu de la valorisation idéologique de l'enfance, soignés comme les enfants français.

La question du racisme se croise et s'articule avec d'autres questions, d'autres contradictions, d'autres représentations. Il faut y réfléchir, enquêter et proposer des orientations. C'est cela l'analyse de classe; la politique révolutionnaire ne peut en faire l'économie.

Dire «l'anti-racisme c'est une politique», et ne dire que cela conduit à négliger l'analyse de classe, à se cantonner dans la généralité, à avoir une vision dogmatique du réel. Le vecteur, le principe de nécessité de l'analyse de classe, c'est l'unité français-immigrés. Elle doit permettre de définir un champ politique au-delà de la subjectivité immédiate des immigrés: nos droits -, et au-delà de la subjectivité immédiate des français favorables à l'anti-racisme: le racisme ce n'est pas bien.

Ajoutons enfin que pour les français que les P.A.E. doivent rallier sur la base de l'anti-racisme de l'unité français-immigrés, l'appartenance aux P.A.E. est fondamentalement un principe d'identité politique et non pas ce qui permettrait d'avoir une meilleure maîtrise de leur comportement professionnel. Le champ de l'anti-racisme dans la pratique professionnelle des employés, des enseignants, des gens de la santé etc... existe bien évidemment et tous nous devons l'investir ; mais il est très limité par rapport au champ de la politique révolutionnaire anti-raciste: un infirmier anti-raciste aura des pratiques différentes, témoignera en ce sens, sera connu comme tel, et c'est ainsi que les choses se passent; faire cela n'est pas simple et demande déjà de la conviction et du courage.

Cependant même si on se situe en résistant à la logique dominante, on reste parce qu'il ne peut pas en être autrement dans l'espace de l'institution. Et les pratiques professionnelles que l'on a restent celles de l'institution dans la tonalité anti-raciste. Ce que les P.A.E. devraient proposer, c'est bien sûr de faire cela dans son métier, et aussi dans la ville vis à vis du racisme civil, mais aussi de conquérir une identité politique, celle de l'antiracisme de l'unité français-immigrés, qui seule constitue une possibilité d'indépendance vis à vis de l'État ET fait de la question de la politique anti-raciste l'affaire du peuple entier et non simplement le support de comportements professionnels différenciés. A l'appui de cela rappelons qu'il y a dans les écoles, les administrations, les hôpitaux, etc... d'authentiques progressistes anti-racistes dévoués et efficaces et qui cependant sont à 100 kms de toute politique révolutionnaire de l'anti-racisme. Si leur dévoument peut être exemplaire y compris pour nous, ne l'est pas leur vision politique et idéologique.

Ajoutons que l'anti-racisme de l'unité français-immigrés est aussi une question décisive et difficile de la politique des P.A.E. vis à vis des camarades immigrés qu'elles rallient. Se joue là le rapport aux autres immigrés et aux français et l'espace politique de cette unité. L'article «Peuple multinational, les africains et l'anti-racisme» du Perroquet No 2 illustre bien ces questions.

- III -
LE RAPPORT A L'ETAT DANS LA POLITIQUE DES P.A.E.

Pour les P.A.E. l'État semble être le terrain de constitution de la conscience anti-raciste, comme si l'État pouvait être la source de la conscience. La critique, la dénonciation, la volonté de faire échec à une politique étatique doivent s'alimenter à autre chose que simplement l'État et son gouvernement pour constituer une conscience politique révolutionnaire. L'antagonisme à l'État est du point de vue d'une organisation politique révolutionnaire l'effet de ses choix, de sa ligne, de son analyse de classe; étant rappelé que celle-ci ne se réduit nullement à l'analyse de l'État ou de l'ennemi de classe, mais essentiellement aux formes politiques de conscience, aux projets et aux pratiques portées par des éléments ou des détachements ouvriers et populaires; c'est l'analyse du «rapport des masses à la révolution» qui constitue le noyau politique de l'analyse de classe. Pour les P.A.E., actuellement, l'appel à la conscience anti-raciste se fait à partir de la désignation de l'État raciste; que la politique raciste de l'État soit une des cibles principales, n'entraîne pas pour autant que - dans un rapport d'opposition à lui - l'État serait le principe de conscience et donc de vision politique.

A nos yeux ceci est une conséquence des points 1 et 2, si l'on soutient que l'anti-racisme est à soi seul une politique, s'il n'y a aucune volonté de développer, de faire progresser l'analyse de classe, de l'unité français-immigrés, alors c'est l'État qui devient pour les P.A.E. source de pensée et d'identité; ceci a plusieurs conséquences.

Première conséquence: entretenir la confusion entre bataille et politique: l'État est au centre de la bataille des sans-papiers, c'est à lui que l'on a affaire. Ce n'est pas pour autant qu'il faut le prendre comme inspirateur - par la négative - de la pensée politique. Les formes tactiques et les mots d'ordre concrets de la bataille pour la régularisation de tous les sans-papiers prennent bien évidemment position sur l'État et contre lui; les formes de la politique, de la conscience, doivent s'alimenter ailleurs, à la question de l'unité français-immigrés. La politique de l'unité français-immigrés développe bien évidemment un rapport à l'État mais là n'est pas son fondement.

Deuxième conséquence: certains camarades des P.A.E. donnent à penser que l'anti-étatisme des P.A.E. serait leur label «pour le communisme». L'anti-racisme abstrait référé à l'État, du genre «à bas la politique raciste de l'État» n'a rien à voir avec les processus du communisme, du moins en regard de ce que l'on désigne par là dans la politique révolutionnaire marxiste. «A bas l'État», même spécifié à «à bas l'État raciste» ne permet pas que l'on parle de processus du communisme. Les processus pour le communisme sont des phénomènes de conscience, d'organisation, de pratiques, de batailles, qui expriment une nouvelle identité, une nouvelle subjectivité, une nouvelle vision de l'ordre politique et social. L'anti-étatisme est un effet de la conscience pour le communisme, à la mesure de ce que l'État - en particulier impérialiste - est un dispositif d'oppression, de répression, de division, d'éclatement du peuple.

Ces questions sont très importantes, comme le rappelle l'article «Crise du marxisme et post-léninisme» du No 1 de «La Cause Marxiste». Critiquer la philosophie du parti-État du révisionnisme moderne, de l'U.R.S.S. et du P.C.F. en particulier exige que l'État ne soit pas le cœur et l'interlocuteur uniques de la pensée politique. C'est là un point essentiel de toute politique révolutionnaire aujourd'hui.

Troisième conséquence: le rapport des P.A.E. à l'État-Mitterrand, au P.C.F.

- à l'État-Mitterrand: il y a actuellement une conjoncture particulière de l'État faite d'hésitations relatives; il est sûr qu'il faut mettre à profit cette situation, du point de vue des aspirations de masse, des batailles en cours, mais ceci doit être pratiqué comme étant strictement un élément de conjoncture qui peut brutalement se modifier; ceci ne doit pas être un principe de constitution de la mobilisation, encore moins de son identité interne. Avoir comme philosophie politique dominante «la bataille jusqu'à la victoire» est tout à fait désastreux, et le Comité de Coordination de la Sonacotra a bien montré comment cela générait à terme et l'aventurisme et le défaitisme.

- au P.C.F.: il y a un affaiblissement général de la critique du P.C.F. dans les P.A.E. Sans doute Vitry, Montigny, la politique de répartition sont cités et démontrés, mais le rapport au P.C.F. n'a plus aucun principe de force. Il ne s'agit pas de critiquer le P.C.F. de façon obligée, rituelle et formelle, mais nous savons que dans son déploiement toute politique révolutionnaire se différencie de façon nécessaire, forte et vivante, du P.C.F. L'absence d'un engagement et d'une pensée des P.A.E. sur l'unité français-immigrés est à notre avis à l'origine de cette situation, il n'y a qu'une forte identité révolutionnaire qui donne un solide rapport de classe au P.C.F. Là-dessus «PCF raciste, PCF chauvin» ne sont absolument pas suffisants.

C'est de l'intérieur des questions posées par l'unité français-immigrés et en référence à ces questions que le rapport au P.C.F. peut correctement se constituer. Ce n'est pas parceque - pour l'instant - le P.C.F. n'attaque pas brutalement et de front la bataille pour la régularisation des sans-papiers que pour autant la question du P.C.F. puisse être absente de la politique révolutionnaire anti-raciste de l'unité français-immigrés.

- IV -
POLITIQUE, BATAILLE ET ORGANISATION, DANS LA VISION ACTUELLE DES P.A.E.

Pour désigner ce que les P.A.E. engagent ou impulsent, l'Anti-Raciste No 11 emploie différentes expressions: force anti-raciste, combat anti-raciste, cause de l'anti-racisme (p3), l'anti-racisme est une politique (p 4), la manifestation du 28 Novembre est donnée comme une manifestation anti-raciste (p3), comme la vague anti-raciste (légende de la photo p6); enfin il y a la très significative expression de la fin de l'éditorial: «s'appuyer aujourd'hui sur la confiance que nous procure la force nouvelle des anti-racistes immigrés et français» (p4).

Pourquoi ces différents termes: force, combat, cause ... ? A nos yeux, il y a deux processus différents: d'un côté une réalité organisationnelle: les P.A.E., de l'autre des batailles. Il est essentiel de bien faire voir la différence entre les deux pour avoir une bonne politique. Les P.A.E. sont une organisation, pas un mouvement, pas un courant. Une organisation cela signifie une ligne politique digne de ce nom, c'est-à-dire développée dans une analyse de classe, une identité subjective révolutionnaire propre.

Il y a par ailleurs les batailles, leurs enjeux, leurs processus, qui ne se confondent pas avec l'organisation. L'organisation doit s'y engager, y proposer ses analyses, y développer ses exigences, elle ne doit pas s'y dissoudre, elle doit veiller à ne pas abandonner son propre projet, l'unité français-immigrés; et si l'organisation ne fait pas cela elle dessert la bataille, elle n'est plus en mesure de discuter avec elle, de lui poser les questions importantes.

Quand il y a fusion ou quand les rapports entre bataille et organisation ne sont pas claires parceque la politique n'est pas claire, on parle de mouvement. C'est ce qui permet de faire l'économie d'une vision claire de la politique, de ses exigences et de ses tâches; il est intéressant de lire là-dessus l'article «La fin du mouvement ouvrier» dans «La Cause Marxiste» No 1. La notion de mouvement dans son usage courant relève de la tradition syndicaliste, de l'obscurcissement de la nature de l'organisation au travers de celle des revendications. Il est toujours désastreux de faire politiquement fusionner les deux.

Dans l'expérience polonaise une des qualités de Solidarité c'est précisément de s'être constitué en organisation. Surtout durant le printemps et l'été 81 et de s'être assumée en tant que telle, y compris à contre courant de certaines aspirations ouvrières, à la grève générale, etc... Solidarité,

Au meeting du 20 Mars 1982, les points-de-vue des scissionnistes dominaient à la tribune.

ses dirigeants, son praesidium, ne se sont jamais assimilés aux batailles en cours, ni à celles que certaines fractions des ouvriers ou du peuple voulaient engager. Au contraire Solidarité les a subordonnés à un processus politique général dont il formulait les objectifs et le sens, et qui ne se confondait nullement avec les batailles en cours.

Si l'Anti-Raciste No 11 hésite entre «force, cause, combat, politique anti-raciste», c'est peut-être qu'il n'ose pas employer l'expression «mouvement anti-raciste»; il est cependant dans cette philosophie là, parce qu'à défaut de s'identifier comme l'organisation politique anti-raciste de l'unité français-immigrés, les P.A.E. ne peuvent s'identifier que dans les batailles anti-étatiques.

C'est là une situation très préoccupante car ni l'État ni la bataille des sans-papiers ne suffisent à fonder une identité révolutionnaire. A en rester là, on est dans la logique politique du syndicalisme: revendication immigrée, opposition à l'État comme principe de conscience, et soutien des français comme pratique de l'unité.

Cette question est très importante. L'indépendance politique et l'autonomie de l'organisation d'avant-garde par rapport aux batailles est un élément essentiel de la vision qu'a l'U.C.F. de la politique révolutionnaire . Que les P.A.E cèdent là-dessus et les conséquences ne peuvent qu'en être les plus graves.

Nous en avons eu une illustration ces derniers temps. Vous savez très certainement que depuis la mi-février un nombre important des camarades U.C.F. des P.A.E. de Paris ont développé une attaque en règle contre la direction de l'U.C.F. et ses orientations; dans le même temps la discussion entre la direction de l'U.C.F. et ces camarades sur la conception qu'ils ont de leurs tâches et de leurs choix de ligne était très difficile.

Pourquoi cette situation ? Sur le fond nous pensons que ces militants mettaient en question notre vision de l' organisation d'avant-garde de type P.A.E. mais aussi de type U.C.F.M.L., dont l'identité n'est pas réductible ni aux batailles, ni aux courants; et qu'ils attaquaient l'U.C.F. en ce qu'elle a une vision de l'organisation d'avant-garde contradictoire avec la politique actuellement à l'œuvre dans l' appareil central des P.A.E.; ces camarades étaient porteurs d'une autre vision de l'organisation pas simplement pour les P.A.E. mais aussi pour l'organisation de type parti puisqu'ils proposaient la fusion des P.A.E. et des C.P.A.Cs.

Ils proposaient - de façon particulièrement brutale - à l'U.C.F.M.L. d'abandonner purement et simplement ses conceptions politiques actuelles pour se rallier à la leur, en particulier en ce qui concerne le rapport entre organisation/ État/bataille; nous venons d'exposer quelles en sont à nos yeux les redoutables conséquences. La position de ces camarades est clairement exposée dans la lettre d'Y et de R à laquelle nous avons répondu le 7 Mars 1982 par un texte-circulaire. Il est utile que vous connaissiez tous ces documents (l'U.C.F. les tient à votre disposition). L' U.C.F. est dans sa grande majorité, à l'exception d'une partie des U.C.F.-P.A.E. de Paris et de quelques autres camarades, en désaccord formel et radical avec cette vision des choses.

Outre le débat dans l'U.C.F., il y a le débat dans les P.A.E., urgent et nécessaire à notre avis sur la ligne des P.A.E. Il ne serait pas bon qu'en lieu et place du débat interne aux P.A.E. sur leur identité se mène un débat sur l' U.C.F., porté par les camarades en désaccord sur la ligne centrale et qui en saisissent les P.A.E. dans des conditions qui ne sont ni claires ni rigoureuses. Il est sûr que c'est en regard de leur identité interne, donc sur la base d'un large bilan minutieux et ouvert, et donc sur la base d'une clarification de leur ligne que les P.A.E. peuvent se constituer et débattre des orientations de l'U.C.F. Faire les choses dans l'ordre inverse ne relève ni d'une bonne méthode, ni d'une bonne politique.

Ce texte vise à faire connaître en particulier à l'intention des camarades des P.A.E. quelle est aujourd'hui l' analyse que fait la direction de l'U.C.F.M.L. de l'orientation actuelle des P.A.E., du moins telle qu'on la trouve dans l'Anti-Raciste No 11, et telle qu'elle était dominante dans le meeting national du 20 Mars.

Sur l'orientation des C.P.A.C.

L'U.C.F. compte un nombre significatif de C.P.A.C. (Comité Populaire Anti-Capitaliste). Certains ont été à l' initiative d'une bataille contre la loi de 1973, qui oblige les jeunes algériens nés en France après 1962 à prendre la nationalité française. De nombreuses délégations, des meetings ont marqué cette bataille; aujourd'hui, certains dossiers de demande de libération des liens d'allégeance ont été refusés, tandis que Autain, le secrétaire d'Etat, prétend résoudre «pacifiquement» cette question.

En même temps qu'à travers cette bataille, le mot d' ordre de peuple multinational se forge, se posent des questions: rapport des jeunes aux moins jeunes; rapport des filles, et dans une voie autre que celle de l'occidentalisation, à leur émancipation; problèmes intérieurs à la «communautée» immigrée, mais qui posent la question de la société où ils vivent, de leur lien avec les français.

La lutte contre la loi de 1973 n'est pas l'essence des C.P.A.C. Certains C.P.A.C. se sont engagés sur le logement, sur la Pologne, d'autres contre les quotas du P.C.F., pour que les fils d'immigrés puissent s'installer dans les mêmes cités que leurs parents; d'autres auprès des chômeurs, sur l' école, etc...

Mais ce ne sont pas les «objectifs» qui définissent le propos complet des C.P.A.C., ni simplement les batailles qu' ils mènent.

Le renouveau des C.P.A.C. est lié au maintien de l' originalité qu'ils représentent: construire un parti dans le peuple, et à la relance qu'ont constitué pour eux les orientations du printemps 1980. Ces orientations désignaient d'abord ceux à qui s'adressent les membres de l'U.C.F. qui veulent construire un C.P.A.C.: les couches sociales issues de la crise (jeunes, immigrés, chômeurs); c'est l'abandon d'une vision des C.P.A.C. qui en feraient le lieu d'unification du peuple, une sorte de quartier général. Cette orientation, pas encore une analyse de classe, rompait avec une pensée unifiante du peuple, et faisait de la crise non seulement un élément conjoncturel mais le point d'où dériver la tentative de forger une avant-garde populaire, en terme politique.

D'autre part la ligne de printemps 1980 désignait comme lieux cruciaux d'intervention les institutions qui, dans la vie du peuple sont les formes sous lesquelles l'État, et la contradiction masse/État, croisent la conscience populaire: l'école et la Santé. Enfin nous mettions en avant à cette époque la notion de forme de conscience, comme point de départ et de méthode, de toute avancée et de toute organisation.

La scission que vient de connaître l'U.C.F. avait les C.P.A.C. comme enjeu mais pas comme terrain. En effet, la polémique n'y a pas fait rage, parce que les scissionnistes visaient et réclamaient la disparition des C.P.A.C., leur alignement sur des organisations de masse, et développaient une vision entièrement passéiste et dépassée par l'expérience.

C'est la raison pour laquelle, à propos des C.P.A.C., c'est sur le parti (doit-il, ou non, être la dimension fondamentale des C.P.A.C.) que s'est concentré le peu de débat. La ligne sur le parti est bien sûr l'aspect très nouveau des C.P.A.C., et elle fait démarcation, mais dans l'ancien. Les questions ouvertes de l'analyse de classe, des processus de politisation, celle qui exige d'avancer sur ce que sont des gens du peuple politisés dans le moment, en terme de conscience politique, sont les questions de l'heure. De même que la distinction politico-organisationnelle entre équipe U.C.F. pour les C.P.A.C., et le C.P.A.C. lui-même, compte-tenu que la solution à apporter à cette question exige une transformation des 2 termes en présence, les militants U.C.F et les militants des C.P.A.C. (c'est d'ailleurs à ces questions que le texte qui suit apporte une forme actuelle et divisée de réponse).

Nous savons, à la lumière de différents exemples - dont l'affaire de la loi de 73 - que l'engagement populaire ne se résoud pas simplement en terme de bataille. Les processus de masse de bataille et les processus organisationnels ne sont pas des processus confondus mais unifiés. C'est au mode de cette unification que les C.P.A.C. doivent travailler aujourd'hui.

La possibilité historique des C.P.A.C. ne procède pas de cette ancienne distinction entre bataille et organisation. Elle relève de la capacité où nous serons d'actualiser, de cristalliser et d'organiser autre chose que du social; et de faire travailler les questions politiques véritables de l'heure, dans leur réalité populaire: par exemple la question des nationalités, en termes de processus de conscience; ce qui est au-delà du mot d'ordre de peuple multinational, qui a été le point d'acceptation idéologique des C.P.A.C. dans la dernière période.

Car la politique pour les C.P.A.C., c'est être apte à comprendre et à agir sur ce qui dans le peuple constitue sa conscience actuelle, et son identité; c'est agir sur les contra dictions politiques qui à travers la contradiction qui oppose le peuple à l'État, qui véhiculent une force où l'antagoniste est autonome de l'État, ne prend pas sa source en lui, mais possède une force d'édification qui témoigne de la réalité d'une dimension post-léniniste.

La période 1980-1982 que viennent de connaître les C.P.A.C. nous a fait progresser sur deux points:

-1) Qu'est-ce que faire de la politique ? Question centrale. Ce n'est plus proposer une politique révolutionnaire aux gens du peuple. C'est la question de la politisation authentique, celle de la politique prolétarienne comme donnée véritable d'une situation dans laquelle les référents anciens sont inutilisables.

C'est un travail sur les lignes de partage entre les positions démocratiques révolutionnaires dans le peuple et les positions réactionnaires. C'est délimiter la ligne de partage en partant des formes de conscience, ce que nous appelons l'analyse de classe des pratiques populaires.

-2) Nous avons jusqu'à aujourd'hui précisé deux éléments de ligne importants: le P.C.F. et le peuple multinational, qui représentent des cristallisations en termes de processus de conscience politique.

Le P.C.F., c'est ce qui ouvre à la questions des partis, à l'embrigadement du peuple sous la dictature des mairies, à ce qui développe une conscience chauvine, «qui ne vaut que pour une partie» selon l'expression d'un ouvrier.

Le peuple multinational, c'est un des résultats de l' engagement des C.P.A.C. contre la loi de 73.

Ces deux points sont constructifs, ce sont précisément ce que nous appelons des formes de conscience politiques, et non l'embourbement dans le couple bataille/organisation. C'est à partir de l'énoncé de points de ce genre que les C.P.A.C. avanceront dans un dispositif non pas programmatique, mais qui désigne et constitue des points-de-vue démocratiques-révolutionnaires dont les C.P.A.C. ont besoin pour s'édifier et se renforcer.

De 1980 à 1982, les C.P.A.C. passent donc d'une vision de la politique révolutionnaire, de la notion d'autonomie, à la question du point-de-vue prolétarien en terme de processus de conscience. Ce point-de-vue prolétarien, lié à la question du parti, du marxisme et du communisme, n' est pas une visée idéologique: elle fait reposer le travail sur le débat au sein des C.P.A.C., comme forme authentique d'avancement et d'édification.

La dimension de la contradiction masse/Etat n'est pas assignée à l'affrontement (ou sa version actuelle, la pression, ou encore la revendication informelle), mais à la tentative de faire pièce à l'État à travers le parti à édifier, présenté dans sa réalité divisée et organisationnelle, l'U.C.F., et le post-léninisme.

Enfin, la «question du parti» n'est autre que le travail sur les processus subjectifs et le point-de-vue de classe. C' est ainsi qu'il faut entendre actuellement la réalité des C.P. A.C. Comme le dit le texte que nous présentons, il faut que les C.P.A.C. existent subjectivement pour qu'on puisse unifier aux C.P.A.C.

Contribution au problème de l'unification aux C.P.A.C.

Les militants U.C.F. d'un Comité Populaire Anti-Capitaliste (C.P.A.C.) ont présenté, au cours d'une réunion de travail le texte que nous publions ici. C'est, comme tout texte politique, un texte de conjoncture, qui prend position. Une expérience particulière est exemplifiée pour faire ressortir certains choix politiques qui ont été posés aux C.P.A.C, et, dans ceux-ci, aux militants U.C.F. en particulier.

D'où l'accent mis sur UN aspect de la réalité politique des C.P.A.C: les processus par lesquels le rapport d'intériorité au projet de parti communiste de type nouveau se transforme à partir de la situation initialement posée: équipe U.C.F. promotrice plus gens du peuple s'engageant avec eux dans ce projet. Il y a, naturellement, autre chose dans les C.P.A.C. Les C.P.A.C. ne discutent d'eux-mêmes que du point-de-vue de leur sens et de leurs tâches dans la situation qui est celle du peuple aujourd'hui en France.

Dans les C.P.A.C., on s'unifie aussi sur l'analyse de classe de cette situation, ou plutôt, car de cette analyse nous n'avons encore que quelques éléments, sur la tâche nécessaire de la produire, à partir des questions dans lesquelles on s'engage. Mais cela, au demeurant, doit ressortir à la lecture du texte qui suit.

Quand on parle d'unification aux C.P.A.C, il faut envisager au moins trois sortes de choses:

- l'unification à l'intérieur de l'U.C.F - c'est-à-dire le processus par lequel nous précisons et développons la formulation de notre ligne.
- l'unification entre l'équipe U.C.F. promotrice de C.P.A.C. et les gens avec qui elle se réunit pour le faire.
- les processus d'unification qui se déroulent dans le C.P. A.C entre les gens de différentes origines sociales. A quoi s'ajoute à l'heure actuelle une quatrième chose: l'unification au C.P.A.C. de gens (les jeunes algériens) dont il a organisé la mobilisation sur une question particulière les concernant (la loi de 73).

De ces 3 choses, la première nous semble aujourd'hui principale. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est que nous, U.C.F, avancions dans la théorisation des C.P.A.C.

Pendant une période assez longue, nous avons été paralysés sur ce terrain par les divergences politiques dans l' U.C.F., qui se sont résolues par l'exclusion de la fraction dite «groupe de travail» (1). Durant la même période, nous avons beaucoup travaillé sur le terrain, accumulant des expériences de manière empirique. Toutefois, bien entendu, si nous avons pu faire celà au moins, c'est que nous avons déjà une formulation générale de notre ligne, précisée en 80: «C.P.A.C. = politique de parti dans le peuple, ou, dans l'espace de la contradiction masses/Etat» et plusieurs idées sur la conjoncture d'ensemble et la façon de l'aborder, énoncées dans la «ligne de printemps 80»: mise en crise du peuple, travail sur les formes de conscience, ligne des 4 axes (2). Mais il nous manque indubitablement quelque chose qui a trait à la formulation de ce que c'est que le C.P.A.C. à l'intérieur de la politique communiste aujourd' hui. On dit souvent: les C.P.A.C. sont le point le plus difficile de notre politique de parti parce qu'ils en sont l'aspect le plus nouveau, le plus radicalement post-léniniste. C'est le contenu de cette affirmation qu'il faut expliciter. Si nous y parvenons, il doit nécessairement en découler que notre confiance et notre enthousiasme pour l'édification des C.P. A.C. seront accrus et que nous serons beaucoup plus à même d'unifier ET des gens des masses dans les C.P.A.C., ET de nouvelles personnes à l'U.C.F. pour y travailler à l'édification des C.P.A.C.

Il y a donc un travail de réflexion spécifique à faire sur les C.P.A.C. Comme il est en cours, nous ne sommes pas en mesure d'en présenter tous les résultats. Mais nous pouvons au moins commencer par examiner de ce point-de-vue notre expérience de la dernière année, à partir du nouveau départ des C.P.A.C. qui date d'il y a un peu plus d'un an.

QU'EST-CE QU'UN C.P.A.C. ?

Dans notre région, nous avons, en un an, dissout un C.P.A.C. et fondé un autre. Nous avons donc tranché, en pratique, sur ce qui nous semble être un C.P.A.C. et ce qui nous semble ne pas en être un.

Pour qu'il y ait un C.P.A.C, il faut tout d'abord une unification préalable, une unité de projet entre deux groupes de gens: une équipe U.C.F. et... d'autres gens. Il est nécessaire que ces autres gens appartiennent aux couches sociales fondamentales de la région concernée.

Cette affirmation fait partie de notre bilan de la dissolution de notre C.P.A.C., entièrement confirmé à notre avis par la récente scission. Il existe dans un pays comme la France une large masse de gens, qu'on peut appeler «couches moyennes instruites», anciens étudiants... Nous avons eu affaire à des gens de cette couche sociale, qui, tout en «s'intéressant» à notre politique, refusaient de se placer dans une logique d'unification à l'U.C.F. et demandaient à être dans les C.P.A.C.. Telles étaient pas exemple les cas de 3 personnes de l'ancien C.P.A.C. Ce qui s'est avéré, à la

NOTES:
(1) Cf là-dessus dans ce numéro le texte «Le sens d'une scission».
(2) Les «quatre axes» étaient: l'école, la santé, deux couches sociales issues de la crise, les jeunes et les chômeurs.

19 Novembre 1977: les C.P.A.C. appelaient à une des manifestations du mouvement Sonacotra.

longue, c'est que ces personnes se servaient du C.P.A.C. et de la notion de peuple pour faire barrage à la politique prolétarienne. A leur laisser la prédominance, le C.P.A.C. se serait transformé en base petite-bourgeoise anti-prolétarienne, anti-U.C.F. Elles étaient suffisamment constituées sur cette position petite-bourgeoise pour qu'en juin 81 nous n'ayons plus d'autre issue que de dissoudre le C.P.A.C. Nous savons à présent que cet épisode ne faisait qu'anticiper sur la crise qui vient de se dérouler. Un trait remarquable de ces 3 opposants était leur hostilité constituée à la notion de couche sociale. Ils revendiquaient un égalitarisme qui leur faisait dire qu'il n'y avait pas de différence entre eux et des ouvriers par exemple. C'était leur façon de chercher à nier radicalement la possibilité du prolétariat comme classe politique en niant socialement les ouvriers. Aujourd'hui, cette façon de voir a l'appui étatique du mitterrandisme.

On a donc un C.P.A.C. quand est établi un projet commun, entre équipe U.C.F. et des gens des masses, projet portant sur la question de l'édification d'un nouveau parti du peuple et de la classe ouvrière.

En créant notre nouveau C.P.A.C. (peu de temps avant la dissolution de l'ancien, en mars-avril 81), nous avons fait l'expérience suivante: l'équipe U.C.F. s'était engagée sur une «affaire»: empêcher l'expulsion hors d'un HLM de 3 familles immigrées, les seules familles immigrées de la cage d'escalier. Nous avons attaqué cette affaire armés de deux convictions liées entre elles:

-1. que c'était le P.C.F. qui faisait le coup, même s'il n'apparaissait pas, en vertu de ce que nous comprenons de son projet politique social-fasciste.

-2. que ce qui était en jeu étaient des principes d'existence populaire, en dernière analyse un point de vue de classe sur la question du peuple. Nous n'avons donc pas attaqué l'affaire au nom de l'anti-racisme, mais au nom d'une nécessaire politique du peuple visant à faire exister quelque chose de nouveau, un point-de-vue du peuple sur lui-même, anti-capitaliste et anti-P.C.F.

Sur la base de cette affaire, qui fut victorieuse, et donc du crédit que nos idées en recevaient, nous avons proposé à quelques personnes ralliées à cette bataille de s'unifier avec nous pour faire un C.P.A.C., avec, comme point d'unification supplémentaire presqu'unique, le projet de «faire un nouveau parti», tâche nécessaire pour faire exister ce quelque chose de nouveau que nous appelons peuple.

La leçon que nous tirons de cette expérience est que l'idée d'un parti, d'un parti manquant mais nécessaire, même si nous n'en sachions pas plus, a suffisemment de signification pour fonctionner comme point d'unification au départ d'un C.P.A.C. pour des gens dont la pratique a d'autre part montré qu'ils sont de notre côté sur la question des immigrés, et par rapport aux pratiques social-fascistes du P.C.F.

En ce qui concerne la référence de classe de ce parti (prolétariat, communisme), il est dans l'ordre des choses que les gens unifiés au C.P.A.C. nous fassent, à nous U.C.F., dans un premier temps, confiance. Un des aspects de l'époque actuelle est que la référence au communisme et à la classe ouvrière, n'a pas de sens clair, sinon celui d'indiquer que nous ne sommes pas avec les anciens bourgeois, mais avec les opprimés.

De ce point-de-vue là, l'unification commence au moment de la création du C.P.A.C. C'est pourquoi l'idée que l'équipe U.C.F. devrait se fondre dans le C.P.A.C. (un autre trait des scissionnistes) est insensée du point de vue de notre politique.

Ce serait nier que l'unification dans le C.P.A.C. - et donc le C.P.A.C. lui-même - est un processus, en occultant un des termes de ce processus: l'équipe U.C.F. Or, il ne faut pas s'y tromper, l'équipe U.C.F., dans l'état actuel du projet de parti, représente dans le C.P.A.C. le point-de-vue prolétarien, car celui-ci n'a d'existence qu'explicite. Ne pas l'assumer ouvertement serait manquer à la confiance que les gens mettent en nous lorsqu'ils s'associent avec nous pour faire un C.P.A.C. A vrai dire, ce serait tout simplement retomber dans la vieille problématique, aujourd'hui entièrement réactionnaire, organisation autonome/courroie de transmission.

DEUX TYPES DE PROCESSUS DANS LE C.P.A.C.

Nous considérons les gens réunis dans le C.P.A.C. comme les éléments actuels de l'avant-garde de ce camp politique qui doit exister un jour, dont nous travaillons à construire le parti et que nous appelons le peuple.

D'avant-garde, tous le sont obligatoirement du point-de-vue de leur subjectivité puisque ce sont des gens qui se réunissent pour traiter de questions -1) qui ne sont pas forcément les leurs, d'un point de vue social et -2) sont des questions politiques exigeant donc pour être traitées qu'on assume une position de dirigeant politique.

Les gens d'avant-garde sont ceux qui ont un rapport positif, actif aux tâches de l'heure: qui font ce qu'il y a à faire.

Toute la difficulté est de juger ce qu'il y a à faire dans une situation qui n'est pas la sienne propre. C'est dire que toute la difficulté est celle de la formulation d'un point-de-vue d'ensemble d'où parler et agir sur les situations qu' on rencontre à l'heure actuelle dans le peuple.

Pour que le C.P.A.C. parvienne à cette formulation, nous apportons, en tant qu'U.C.F., les points d'appui suivants:

-a) le point-de-vue d'ensemble recherché, s'il doit exister, sera révolutionnaire et prolétarien.

-b) il faut prendre position par rapport aux questions de l'heure, et pour cela s'en emparer: sans-papiers, loi de 73, Pologne, Palestine...

Sur le premier point, nous avons pratiqué l'étude du marxisme. Nous avons entrepris par exemple l'étude du texte de Mao: «Sur la juste solution des contradictions au sein du peuple». Cette étude a eu lieu à la suite d'une discussion dans le C.P.A.C. où les camarades s'étaient tous trouvés unifiés sur le fait qu'on a besoin d'étudier pour pouvoir expliquer le C.P.A.C. à d'autres gens. Les camarades ouvriers ont alors réclamé qu'on étudie «la classe ouvrière et le marxisme».

L'étude du texte de Mao nous a conduits à utiliser par la suite deux concepts constamment: celui de peuple en tant que réalité définie par la contradiction principale de l'heure, à l'échelle historique, et celui de ligne de démarcation entre le peuple et ses ennemis. Nous sommes arrivés à la conclusion que la tâche du C.P.A.C. est de mettre à jour cette ligne de démarcation, ce qu'on exprime aussi en disant que le C.P.A.C a pour tâche de formuler le point-de-vue de classe prolétarien sur les contradictions qui traversent la vie civile et de trouver l'unité qui fera de cet ensemble de points-de-vue une politique. Etant entendu que pour assumer pareille tâche les C.P. A.C. ne sont pas isolés, mais font partie du pôle maoïste.

On peut voir sur cet exemple, en quoi les C.P.A.C. sont et ne peuvent être que de la politique marxiste.

Les C.P.A.C. sont censés parler au nom du peuple. Mais l'idée que des gens du peuple peuvent prendre sur eux de parler au nom d'un point-de-vue qui représente l'intérêt d'ensemble du peuple est une idée prolétarienne. Le peuple s'emparant de la politique est une idée prolétarienne. L'idée «populaire» spontanée est seulement de dire ce qui est juste sur ce que l'on connaît soi-même, et de laisser à chacun le soin d'en faire autant. La confiance dans le peuple n'est pas, surtout à notre époque en France, une idée populaire, mais prolétarienne.

Les gens qui se réunissent dans le C.P.A.C. sont tous d'avant-garde en ce qu'ils vont, fût-ce un tout petit peu, plus loin que de dire ce qui est juste sur leur propre situation: au minimum ils viennent le dire à d'autres gens, différents d'eux, et eux-mêmes en retour entendent et discutent d'autres situations. Ce sont des gens unifiés sur l'idée et la pratique d'une transformation subjective radicale du peuple.

Cette avant-garde qu'est le C.P.A.C. est en constante transformation. Deux types de processus s'y observent. L' un est la continuation de cette attitude commune que nous venons de définir. L'autre est le développement de l'intérêt direct pour la politique de parti, pour le marxisme, de la capacité à s'occuper de questions qui transcendent la position sociale actuelle des gens réunis.

24 Mars 1982: La délégation au Ministère de la Solidarité pour appuyer les demandes d'allégeance de la nationalité française dans le cadre de la lutte contre la loi de 1973.

C'est à propos de la loi de 73 que ces transformations sont apparues avec le plus de netteté, sous la forme de la constitution puis de la résolution de contradictions internes au C.P.A.C. Nous allons relater à ce sujet quelques épisodes de discussion dans le C.P.A.C.

Le premier épisode mettait à jour les rapports spontanés entre deux camarades: A., jeune fille algérienne, et B., femme française, O.S.

Au cours des discussions sur notre engagement contre la loi de 73, B., un jour, raconte un incident survenu dans son atelier, à titre d'exemple du racisme chez les français: un ouvrier immigré est grossièrement insulté et de façon raciste, par une O.S. française. B. ne dit rien, mais va chercher un café et le donne à cet ouvrier.

Le récit soulève une réaction très vive d'une partie du C.P.A.C., de A. en particulier, qui trouve la réaction de B. timide, sans conviction: n'aurait-il pas fallu faire un scandale ? B. ne comprend pas qu'on lui fasse ces critiques.

Quelle est la signification de cette contradiction ? En quoi va-t-elle nous faire avancer ?

La réaction de ceux qui critiquent B. est, d'un côté, totalement non fondée. Pour qui connaît les conditions concrètes des ateliers d'O.S., le geste de B. est, non pas timide, mais remarquablement avancé. Il faut en premier lieu reconnaître ce fait. Pourtant la réaction critique de la part de A., en tout cas, qui est fille d'ouvrier immigré, ne vient pas d' une véritable ignorance de la condition ouvrière. Il vient d' un refus de la connaître par exaspération face à ce qu'est la classe ouvrière aujourd'hui. On est ici à la croisée entre deux conceptions et deux voies politiques. Car, ce que l' on pense de pourquoi les opprimés supportent apparam. ment de l'être est un point de démarcation capital. Nous connaissons par ailleurs le point-de-vue divisé et lourd de passion des jeunes algériens vis à vis des ouvriers, leurs pères. Sans qu'elle le veuille, la réaction de A. consonnait avec le point-de-vue répandu qu'il n'y a rien à attendre des ouvriers: ils se sont trop écrasés. Et il est vrai d'autre part que B., loin de donner à son geste sa pleine signification potentielle, l'avait elle-même raconté comme un minime geste moral face à une situation dans l'ensemble irrémédiablement pourrie. Elle-même, pourrait-on dire, s'était subjectivement alignée sur ce point de vue réactionnaire (révisionniste) sur les ouvriers, alors même qu'elle témoignait par son geste de la possibilité du contraire. Cette contradiction s'est résolue par la discussion, et nous avons tous à cette occasion beaucoup appris. Mais il est à peu près sûr que partout ailleurs que dans les C.P.A.C. - c'est-à-dire sans l'appui des principes et de la subjectivité qui y règnent - il n'en aurait résulté que découragement réciproque.

Nous pouvons peut-être systématiser cela en disant que le C.P.A.C. est le lieu où se produit un processus de reconnaissance entre différentes avant-gardes du peuple, dans leurs formes de conscience actuelles, processus menant à l'unification entre elles, dans la mesure où il se déroule en référence au projet prolétarien.

D'autres contradictions se manifestent dans le C.P.A.C. non plus du fait des points de vue spontanés des différentes couches sociales les unes sur les autres, mais du fait cette fois des rapports différents des diverses personnes au projet politique lui-même. Comme nous, maoïstes, voulons instituer un rapport nouveau entre peuple et politique, entre parti et politique, il nous faut être particulièrement attentifs et circonspects sur ce point.

Tous les camarades du C.P.A.C. ont un rapport positif et non pas de méfiance au projet de parti. La méfiance anti-parti comme principe, et la récrimination anti-U.C.F., étaient précisément des caractéristiques des «opposants» dont nous avons parlé plus haut. Tous les camarades ont aussi un point-de-vue militant: puisque l'avant-garde c'est avant tout ceux qui font ce qu'il y a à faire. Cela ne soulève pas de question particulière. Nous n'avons pas ce schéma type de l'activité militante et les tâches sont définies en faisant appel à l'inventivité et à l'intuition politique de chacun. Mais il y a des différences quant au rapport à la subjectivité de type parti. Certains camarades sont, et resteront principalement, des gens de leur couche sociale d'origine, ayant sur toute chose ce point-de-vue particulier. D'autres camarades prennent d'emblée la figure de militants communistes, cherchant à juger toute chose d'un point-de-vue d' ensemble. Nous posons par principe qu'il n'y a pas de différence de valeur entre ces camarades, ou plutôt que la valeur particulière du C.P.A.C. est que nous y faisons la politique tous ensemble. L'attitude générale est plutôt que les seconds acquièrent le point-de-vue d'être à l'écoute des masses pour lesquelles dans une certaine mesure parlent les premiers.

De la seconde catégorie font partie, bien entendu, les camarades de l'U.C.F., mais aussi d'autres camarades. Il faut prêter une attention particulière à ces derniers. Peut-être doit-on considérer qu'il faut faire avec eux un noyau U.C.F. au sens des noyaux ouvriers.

«POLITIQUE DU PEUPLE» ET ÉDIFICATION DES C.P.A.C.

Quand le C.P.A.C. s'engage dans une bataille, ayant des cibles immédiates, il organise des gens autour de lui, mobilisés sur ces cibles-là. Tel est du moins le schéma hérité. En réalité, nous avons maintes fois constaté que personne ne se mobilise avec nous si ce n'est dans un double rapport d'intérêt pour les cibles en question et d'intérêt pour le C.P.A.C. Tel est aussi le cas pour les jeunes algériens mobilisés actuellement contre la loi de 73.

Après la délégation du 24 Mars (3), nous avons mis en place un dispositif «mixte», baptisé «réunion de travail», où les jeunes se réunissent avec le C.P.A.C. pour débattre des tâches de l'heure ouvertes par la mobilisation, et des C.P.A.C.

Ce dispositif, s'il répond à une exigence fondamentale de notre politique, est aussi un dispositif d'attente, expérimental en quelque sorte. L'exigence qu'il vise à remplir est la suivante. Il faut que la politique, y compris la nécessité de l'avant-garde organisée, soit livrée au débat de tous, même de ceux qui n'entreront jamais dans le C.P.A.C. Nous ne voulons pas pratiquer l'unification sous la forme d'un chantage du genre: si vous ne venez pas dans le C.P.A.C., la politique engagée contre la loi de 73 s'arrête. Nous voulons de plus valoriser l'engagement subjectif qu'il y a à venir dans le C.P.A.C.

Mais cela pose une question: quelle différence entre venir aux réunions de travail et venir au C.P.A.C. ? Il y en a une au moins: passer explicitement de la position d'être les gens avancés d'une force sociale particulière à celle d' être de l'avant-garde du peuple entier, de parler au nom du point-de-vue d'ensemble. Notre relatif embarras vient du fait que le dit point-de-vue d'ensemble que nous représentons est, sur les questions de la loi de 73, comme nous l' avons dit, peu avancé. L'unification dans le C.P.A.C. même est encore incertaine. Il nous faut donc unifier les jeunes algériens non pas à un point-de-vue déjà constitué sur la question qui les a mobilisés, mais au point-de-vue qu'il faut travailler à le constituer.

Nous pensons sur ce point comme sur d'autres que les militants U.C.F. ont un rôle particulier à prendre en charge pour combler ce retard en prenant de l'avance, par un dispositif d'étude et d'enquête, sur les questions relatives à la loi de 73 - en particulier sur la question nationale - et sur le rapport des gens du peuple non algériens à ces questions. Les militants U.C.F. doivent faire jouer les arrières et la mobilité dont ils disposent pour assumer les «différences de développement» qui naissent des différences de rythme entre les différents processus, et en particulier, entre les processus d'unification et les processus liés aux batailles de la politique du peuple.

---

(3) Date de la délégation de masse au ministère, dirigée par les C.P.A.C, pour obtenir le droit des jeunes algériens nés en France à y rester tout en gardant la nationalité algérienne.

HISTOIRE PERIODISEE D'UN POINT-DE-VUE MARXISTE SUR LE RISQUE DE GUERRE

Bien qu'il soit inutile, en politique, de rappeler qu'on a eu raison avant tout le monde, c'est un fait que le Parti Communiste Chinois et les maoïstes ont, dès 1974-75, posé que le risque de guerre mondiale devenait un facteur essentiel de la situation.

Il est juste de mentionner que cette analyse représentait à l'époque, de la part des maoïstes eux-mêmes, une évolution rapide. Car dans son célèbre appel de 1971: «Peuples du monde, unissez-vous contre l'impérialisme américain et ses laquais» - celui-là même où il posait la question: «dans le monde aujourd'hui, qui a peur de qui ? » -, Mao concluait encore que la tendance à la révolution l'emportait sur la tendance à la guerre.

Enfin, si dans ces années-là nous combattions l'euphorie aveugle de tous ceux (la grande majorité) qui trouvaient risible de croire au risque de guerre, nous combattons aujourd'hui le pessimisme résigné de tous ceux (souvent les mêmes) qui, soit considèrent la guerre comme une fatalité, soit, sous le nom de pacifisme, organisent en fait une conscience défaitiste et alimentent tous les folklores de la passivité, pour le seul bénéfice des fauteurs de guerre.

L'histoire de la question est donc complexe. Si le cadre conceptuel est invariant (seule la révolution, en dernier ressort, peut conjurer la guerre), les données conjoncturelles et politiques ne cessent de se transformer, avec une notable accélération dans la dernière période - période que l'on pourrait titrer: «A chacun sa guerre».

Ajoutons enfin que nous avons le droit de dire ici, à tous ceux qui ont bradé, avec leur âme, les idées de révolution, de marxisme et de classe ouvrière, et qui viennent pleurer que la guerre menace, qu'il s'agit là d'une amère nécessité, dont ils sont comptables. Vous n'avez plus voulu de la révolution ? Vous aurez la guerre. C'est ainsi.

- 1 -
LES DONNEES INITIALES (1)

Au début des années 70, les choses de la guerre se donnent à travers trois processus en grande partie séparés:

-a) Les luttes de libération nationale, guerres justes menées soit contre l'impérialisme américain (Vietnam, Cambodge), soit contre les dernières positions coloniales de pays d' Europe (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau...). La lutte du peuple palestinien contre l'État sioniste, comme nous disions à l'époque, est assimilée à cette catégorie.

Ces guerres peuvent être extrêmement meurtrières. Cependant, elles ne nourrissent pas, en dehors du théâtre d' opération et des pays concernés, une «conscience de guerre» à échelle mondiale. C'est que la politique (de classe, pense-t-on) est clairement au poste de commandement. En vérité, tout spécialement en France, ces guerres sont articulées à la contradiction peuples/impérialisme. Elles sont des composantes de la révolution. Elles appellent le soutien clair d'un des camps. La supériorité des peuples n'est pas réfléchie en termes militaires: c'est la justesse de la cause et la consistance politique du peuple en armes qui tranche. Le principe de l'invincibilité de la guerre du peuple appelle les maoïstes à s'organiser dans la liaison de masse et le service du peuple. Les comités Vietnam et les comités Palestine sont les matrices d'un nouvel engagement révolutionnaire de la jeunesse. L'idée est que la guerre impérialiste échouera à coup sûr, et que la révolution est à l'ordre du jour.

-b) Les affrontements limités entre l'URSS et la Chine (sur l'Oussouri en 1969) n'alimentent pas non plus une conscience de guerre, à raison du caractère politico-idéologique dominant de cet antagonisme. La Chine est celle de la Révolution Culturelle. Nul n'imagine sérieusement que l' URSS va l'attaquer frontalement, quoique les concentrations militaires soviétiques soient considérables. L'aspect proprement guerrier des choses est subordonné, dans la conscience politique, à la lutte entre deux voies dans le marxisme. C' est de la révolution qu'il s'agit, du révisionnisme moderne en URSS, des «nouveautés socialistes» en Chine. L'escarmouche militaire, même sanglante (et les incidents sur l' Oussouri le furent) paraît une forme dérivée et a-typique d'un profond processus de scission dans le mouvement communiste international.

Ce n'est que beaucoup plus tard qu'on apprendra que les russes avaient sondé les américains pour savoir si une attaque brusquée des centres d'expérimentation nucléaire chinois aurait leur aval. Les américains avaient fait la sourde oreille. Cet épisode a certainement préparé la visite de Nixon en Chine en 1973. Mais, une fois connu, il a été interprété dans la nouvelle conjoncture.

-c) L'opposition directe des deux superpuissances est scandée par de longs «paliers» de négociations, entreprises de façon systématique dès après la «crise des fusées» à Cuba en 1962. L'idée dominante, exclusive de celle de guerre, est qu'il y a collusion, partage du monde accepté. On a vu une confirmation de ce point dans deux faits symétriques:

- l'URSS a laissé sans broncher son allié égyptien se faire étriller par Israël en 1967.

- les américains n'ont pas bougé le petit doigt quand l'URSS, en 1968, a envahi la Tchécoslovaquie.

Il est également caractéristique que l'URSS laisse les américains bombarder le Vietnam du Nord (tonnage de bombes supérieur à celui déversé sur l'Allemagne en 40-45 !) sans envisager de représailles. Tout cela fait que les révolutionnaires, loin d'intérioriser une conscience de guerre, dénoncent le «condominium» russo-américain et la paix des empires.

Il y aura certes une alerte assez chaude en 1973, après, d'une part, que les israëliens aient été surpris par une attaque massive des égyptiens sur le canal de Suez, d'autre part que leur contre-attaque ait menacé le territoire «vital» de l'Égypte. Mais là encore, le compromis entre les superpuissances définit les contours de l'issue provisoire de cette guerre. Il se confirme cependant que l'espace de jeu de la collusion est plus étroit au moyen-orient que partout ailleurs, et ne repose, à vrai dire, que sur deux choses: le désir de désengagement de l'Égypte, la supériorité de la technologie militaire israëlienne.

(1) Sur l'histoire des formes de conscience relatives à la guerre, on lira très utilement à notre avis l'interview de Paul Sandevince dans «Le Perroquet» No 2.

Cette fragilité toutefois ne pousse pas d'elle-même à envisager la guerre mondiale comme une hypothèse sérieuse.

- 2 -
LE BOULEVERSEMENT PLANETAIRE DES ANNEES 75-79

A partir de 1975 (c'est-à-dire du départ des américains du Vietnam du Sud et du Cambodge, et de la victoire complète de Hanoï et des Khmers rouges), les données, objectives et subjectives, entrent dans une période de complet bouleversement. Tous les agents politiques, toutes les références de l'étape antérieure, subissent de rapides transformations.

-1) EN CE QUI CONCERNE LES FORCES DE LA RÉVOLUTION.

- En Chine, la mort de Mao-Tsé-Toung, le coup d'État de Hua-Kuo-Feng, puis le retour complet au pouvoir de l' équipe de Teng-Hsiao-Ping, révèlent ce qui avait été antérieurement retardé dans ses effets politiques d'ensemble: la Révolution Culturelle a échouée. Pour l'essentiel, la nouvelle bourgeoisie bureaucratique domine la situation. La tentative de matérialiser dans les masses la marche au communisme a buté sur ce qui demeurait d'ancien dans la conception marxiste-léniniste de la politique et du parti.

- Les luttes de libération nationale se changent en leur contraire: la pénétration - y compris militaire - de l'influence soviétique déssaisit les peuples de leur autonomie politique. En Angola, l'État ne se maintient qu'à l'aide de troupes cubaines. Au Vietnam, surgit une puissance régionale militariste et conquérante. Il est démontré que les techniques de la guerre populaire peuvent véhiculer les desseins oppressifs de nouveaux maîtres adossés à la puissance soviétique. Ces techniques n'ont pas en elle-mêmes de caractère de classe affirmé.

- En Europe enfin, où la crise économique commence, un sévère contre-courant anti-marxiste et pro-parlementaire disloque jusqu'au souvenir du grand élan de la jeunesse et des ouvriers activistes des années 66-73.

Les forces révolutionnaires marxistes entrent dans ce qui sera sans nul doute un très long cycle de crise des référents et de recomposition difficile. L'affaiblissement de l' idée révolutionnaire rend vulnérable et passif face aux volontés d'affrontement des empires.

-2) EN CE QUI CONCERNE LES IMPÉRIALISMES:

La nature tendancielle du couple formé par les deux superpuissances se transforme. D'un côté, l'impérialisme américain sort affaibli du Vietnam. La période réactive de la présidence de Carter se solde par la catastrophe qu'est, pour les américains, la révolution nationale en Iran. D'un autre côté, l'URSS s'engage dans une politique d'expansion, dont la médiation est le soutien (surtout militaire et étatique) à des cliques militaires parées du discours de l'émancipation nationale et de l'anti-féodalisme. En Angola, en Ethiopie, au Yémen du Sud, dans les mouvements noirs d'Afrique du Sud, en Amérique Centrale, puis en Afghanistan, on prend l'habitude de voir des partis plus ou moins «marxistes-léninistes» composés d'officiers s'emparer du pouvoir et le structurer à grand renfort de techniciens et d'armements soviétiques. Au moyen-orient les difficultés politiques de l'OLP facilitent la pénétration de la tutelle russe dans le mouvement palestinien organisé.

L'URSS ne veut pas la guerre mondiale. Nous ne croyons pas aux thèses de Castoriadis, pour qui la «société militaire» serait en URSS le véritable centre du pouvoir, et obéirait à une logique hétérogène à celle de la société civile. La propagande française avant la guerre de 14 dénonçait déjà le «militarisme prussien». Il y a sans nul doute un «militarisme soviétique», mais, comme le précédent, il est l'instrument étatique d'un processus impérialisme naturel, dont le centre est le caractère de classe de l'État soviétique. C'est dans une large mesure à proportion de l'affaiblissement des positions américaines que l'URSS pousse ses pions, car l'univers impérialiste a horreur du vide. L'URSS entend matérialiser, en profitant de tous les aléas de la conjoncture (et surtout de l'affaiblissement mondial des révolutionnaires) sa situation de très grande puissance. Là est pour elle le chemin normal de l'opulence intérieure. La «libéralisation» de l'URSS, unique vœu de nos anti-totalitaires, pourrait bien un jour suivre l'extension coloniale de la domination soviétique, tant il est vrai que partout dans le monde les «libertés parlementaires» ont suivi pas à pas l'établissement de privilèges commerciaux, de colonies, et de positions financières et militaires dominantes.

Il faut noter enfin que sous le double effet de la crise économique et du relâchement provisoire de la tutelle américaine, les impérialismes secondaires cherchent une voie de survie, qui n'exclut pas l'emploi de la force. La France même largue ses parachutistes sur Kolwézi, pour bien marquer son «droit» africain. Ces actions sont facilitées par la complète dislocation de ce qui avait eu un instant figure de force unifiable: le tiers-monde. Partout s'installe la loi de la jungle, tant il est vrai que seule la révolution, aujourd'hui, est une puissance d'ordre et de paix.

KOLWEZI: L'impérialisme français n'est pas le dernier pour pratiquer la guerre.

Publicté de la firme Matra pour le missile Exocet (cette image a fait la couverture récente d'un hebdomadaire).

-3) LES DONNEES SUBJECTIVES:

Dans cette période, les maoïstes seuls font une propagande sur le lien qui unit la crise et la guerre. Analytique, cette propagande n'a au début guère de relai dans la conscience populaire. Elle est en outre contrariée par le fait que dominée par l'idéologie contre-révolutionnaire des «anti-totalitaires», la position des gens sur l'URSS n'est guère attentive aux données impérialistes et guerrières. On suit les dissidents, on s'occupe des droits de l'homme, on ne voit pas que le processus réel nouveau est l'expansion. On tolère les invasions (comme au Cambodge ou en Ouganda), si elles se parent de l'idée d'une «libération» contre un État décrit comme sanguinaire.

D'un point-de-vue militant, le thème de la guerre mondiale n'a pas de vie propre. Il est comme une vérité inactive, donc à-demi fausse. Il n'a pas trouvé ses mots d' ordre. Il vit en réalité dans son contraire: la difficulté de l'idée de révolution. C'est là qu'il est déchiffrable en creux.

Ce qui va changer les consciences est, comme il se doit, le réel. Car si la guerre est toujours une abstraction, les guerres viennent peu à peu peupler tout le paysage politique.

- 3 -
LES GUERRES (79-82)

La situation actuelle pourrait se résumer ainsi: à chacun sa guerre. Ce qui a été libéré dans la dernière période est la possibilité, voire la nécessité, de «résoudre le problême par la guerre». Plus importante encore à nos yeux est la conviction, que l'on voit grandissante, qu'on peut aller jusqu'au bout, c'est-à-dire se donner les moyens d'une guerre victorieuse. La régénération de l'idée de la victoire complète, avec ce qu'elle chaîne de certitude chauvine et d'exaltation militariste, est un fait caractéristique, au sortir d'une longue période où tout affrontement local (sauf les guerres de libération nationale, qui soldaient la vieille figure coloniale) devait aboutir à un compromis passé entre les deux superpuissances.

Pendant longtemps, la superpuissance a consisté justement à pouvoir arrêter les guerres, parce que l'URSS et les USA tenaient la bride à leurs clients. On l'a vu tout spécialement en 1956 (expédition de Suez des anglais et des français) et en 1973 (guerre israëlo-égyptienne). Aujourd'hui, les guerres ne s'arrêtent pas si facilement. D'où l'idée qu' elles sont gagnables.

La première guerre de ce type (à propos de laquelle les maoïstes étaient encore isolés) a certainement été l'invasion du Cambodge par le Vietnam. La Chine en a tiré à son tour le droit de «punir» le Vietnam par une très sanglante guerre sur la frontière. Ces guerres étaient déjà purement classiques, armées contre armées, et n'offraient nulle prise immédiate à l'intervention conjointe des superpuissances.

Mais l'invasion du Cambodge (que personne sauf nous n'a réellement condamnée en France) a servi de paravent à celle de l'Afghanistan par les russes. Si installer un régime fantoche par l'agression militaire est admissible dans un cas, pourquoi pas dans l'autre ? Le régime de Pol Pot était «sanguinaire», soit. Mais le régime afghan était «féodal». Dès lors que les chars peuvent être les véhicules du Bien, pourquoi se gêner ? Ainsi s'ouvre le temps des guerres «normales».

Trois guerres récentes, chacune spectaculaire, accélèrent la tendance:

-a) La guerre Iran/Irak montre que l'époque des grandes guerres nationales n'est nullement révolue. Engagée contre la révolution nationale iranienne, elle a pris le tour prolongé d'une guerre de position, puis, au prix de pertes énormes, d'une percée, par l'Iran, des lignes irakiennes. Ce processus est resté excentré par rapport aux politiques des superpuissances. Sa portée générale reste indécise, mais nul ne peut nier que le principe de victoire, tenu par l'Iran jusqu'au bout, outre qu'il forge une nation, modifie en profondeur la géopolitique de tout le moyen-orient. Le fait que la résistance Iranienne se soit poursuivie par une contre-agression tout à fait réactionnaire ne faisant que renforcer ce processus historique.

-b) La guerre des Malouines a redonné aux peuples d' Europe le spectacle de la guerre dans sa figure la plus théâtrale (le combat technique aéro-naval). Les américains, fait significatif, n'ont rien pu faire. Là encore, le principe de la victoire totale a structuré la politique de Thatcher.

Cette guerre témoigne d'une implication nouvelle des pays d'Europe dans la politique mondiale. Sous l'aiguillon de la crise, et puisque le condominium russo-américain est déréglé, les puissances moyennes doivent se défendre pour assurer leur survie. Il leur faut et manifester que les sous-puis-déréglé, les puissances moyennes doivent se défendre pour assurer leur survie. Il leur faut et manifester que les sous-puis-sances moyennes (comme est l'Argentine) ne doivent attendre aucune concession, et que le temps est révolu où il était possible, voire obligé, de céder du terrain. Aujourd'hui, la simple loi de survie des privilèges impérialistes expose à la guerre. Telle est la leçon des Malouines. Fini le temps où l' expansion allait de pair avec la tranquillité sous le parapluie américain. L'opinion britannique l'a bien compris, en cédant d'un seul coup à l'exaltation chauvine.

«Pacifisme»: en France, le P.C.F. organise une conscience défaitiste pour le seul bénéfice des fauteurs de guerre.

-c) La sinistre guerre d'invasion israëlienne, engagée dans l'abri des deux autres, manifeste également que l'heure est à la simplification radicale des problêmes par la pure violence. Le traditionnel alibi défensif d'Israël est liquidé. Il s'agit de régler d'un seul coup, et le sort des palestiniens (par la dislocation complète de l'OLP), et le sort du Liban (par l' installation des Phalanges au pouvoir). Le nombre des morts importe peu, dès lors que les objectifs sont radicaux. La guerre retrouve sa justification primitive: en finir.

Cet enchaînement des guerres peut fort bien se poursuivre. Car l'inertie soviétique face à la guerre du Liban ne signifie-t-elle pas que, puisque la guerre est redevenue le moyen normal de la politique, on peut échanger les guerres ? Que vaudront désormais, Israël installé sur les ruines du Liban avec la bénédiction américaine et la complicité hypocrite des européens (Mitterrand en tête), les «protestations» contre la guerre russe en Afghanistan ? Ou plus encore, demain, les «indignations» contre l'entrée des russes à Varsovie ?

Chacun a droit, désormais, à sa guerre, à sa victoire.

Or, ceci prépare la guerre, directement. Pourquoi ? Parce qu'il est possible, sous cette règle, d'éliminer, dans sa sphère d'influence, les «tiers termes» qui, dotés d'une certaine indépendance politique, freinent la tendance à l'affrontement direct des superpuissances. Afghans, khmers, iraniens, palestiniens, polonais, sont les vrais défenseurs de la paix. Le consensus forcé autour de leur écrasement mettra un jour ou l'autre américains et russes face à face. Voilà pourquoi les guerres sont une étape de la guerre.

- 4 -
FORMES DE CONSCIENCES ET TACHES POLITIQUES.

Il a toujours été très difficile, voire impossible, de trouver les médiations d'un travail politique contre la guerre. C'est que le risque de guerre est une abstraction. Même la conscience pacifiste porte aujourd'hui davantage sur les armes nucléaires que sur la guerre - la guerre, qui est moins une question d'armement qu'une question politique.

Toutefois, trois facteurs ont modifié la conscience existante antérieure, pour laquelle la propagande marxiste-léniniste contre les superpuissances et la guerre restait une donnée extérieure:

-a) L'apparition d'une propagande bourgeoise sur le risque de guerre. Cette propagande menée, ou réduite, au gré des circonstances, tant par Giscard que par Mitterrand, sert à la fois à refléter les données objectives, et à justifier les mesures politiques qu'impose la crise. Du coup, alors que personne ne croyait à la guerre il y a cinq ans, tout le monde la prévoit aujourd'hui. L'affirmation reste aussi abstraite que la négation. Mais l'abstraction, si l'on peut dire, a changé de sens.

-b) Les débats autour du concert écolo-syndicalo-pacifiste, et plus spécialement des tentatives du P.C.F. d'organiser ce courant contre les fusées Pershing. Ce point a durci les positions. Les intellectuels, en particulier, ne sont plus guère divisés que sur cette question. Il y a les anti-nucléaires, anti-américains d'un côté. Les anti-russes de l'autre. Les seconds font une active campagne sur l'expansionnisme russe. Voire, comme C. Castoriadis, sur la nature essentiellement militaire de l'État soviétique (la «stratocratie»). Ils représentent un groupe de pression non négligeable, très réactionnaire par ailleurs. Ils dessinent l'idéologie d'une bourgeoisie de droite «résistante» (anti-russe) - alors que les partis classiques sont tous, à des degrés divers, tentés par la capitulation.

-c) Enfin, l'entrée dans l'époque des guerre (Irak-Iran, Malouines, Liban ,Tchad, Somalie, Afghanistan, Cambodge...) constitue par elle-même une médiation, éclatée, mais significative, de l'idée que la politique inclut la guerre, aujourd'hui comme autrefois.

Le débat est donc plus constitué qu'il n'était. Le centre de gravité d'une intervention positive dans le débat n'est pas la propagande sur le risque de guerre. C'est, à notre avis, le soutien détaillé et persévérant aux politiques d'indépendance et de résistance. Ceci est d'autant plus nécessaire que généralement, ces forces «tierces» (non rangées dans le dispositif d'une puissance impérialiste) posent par ailleurs des questions de la plus grande portée quant à la nouvelle étape, dessinée par la guerre elle-même, de la politique des peuples. Citons par exemple:

- Le bilan de la politique de l'O.L.P. après l'invasion du Liban par Israël.
- Le bilan de la politique des Khmers rouges, à partir de l'invasion vietnamienne.
- Et bien entendu, le débat fondamental qui se poursuit dans la résistance polonaise.

De notre engagement militant dans ces débats, articulé sur la nouvelle politique de parti que nous proposons, dépend l'existence d'une voie révolutionnaire sur la guerre et la paix. Le reste, tout le reste, est aux mains des États.

Mitterrand dans la crise

Le texte qui suit est la synthèse d'une discussion entre la rédaction de «la cause marxiste» et des économistes. Le point de départ en a été le commentaire du journal d'un Noyau ouvrier...

SI L'ON PART DES USINES...

Si l'on part de ce qui se passe dans les usines, que peut-on dire ? Les 39 heures, c'est essentiellement une réorganisation du travail. Cela n'a rien donné contre le chômage, et dans bien des cas, les ouvriers se sont trouvés plus mal lotis qu'avant. Par exemple, dans une usine de l'Est: les 39 heures et la cinquième semaine de vacances, mais le 13ème mois a été supprimé, tout simplement !

Les syndicats ont essayé de faire participer les ouvriers à cette réorganisation, en organisant des référendums.

En même temps, on est frappé de l'importance nouvelle des salaires par rapport aux questions plus qualitatives: réduction du temps de travail, qualifications... Joindre les deux bouts redevient un réel problème, et en même temps on constate un grand état de désorganisation et un débat ouvrier qui reprend les choses à un niveau très élémentaire: se parler, mettre les problèmes sur la table, afficher sa fiche de paye...

La question pour un économiste, c'est alors: comment se fait-il qu'avac une classe ouvrière aussi éclatée, que la bourgeoisie réussit à «faire payer» en réduisant son pouvoir d'achat et en augmentant la productivité, celle-ci n'arrive pas à résoudre la crise ?

Il faut d'abord avoir quelques éléments d'explication de cette crise.

QUELLE CRISE ?

La crise économique actuelle, c'est le blocage de la forme de croissance capitaliste qui s'est déployée dans tous les pays industrialisés entre la fin de la dernière guerre et le début des années 70.

Cette croissance économique, tout à fait exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme, tant par ses taux (5 à 6% par an en moyenne) que par sa durée (25 ans) peut être qualifiée de «croissance intensive».

Son moteur a été une croissance très rapide de la productivité du travail. Les facteurs de cette augmentation sont multiples: extension du fordisme, progrès techniques, amélioration continue des termes de l'échange avec le tiers-monde (en particulier un prix de l'énergie importée, le pétrole, constamment décroissant).

L'intelligence des bourgeoisies occidentales, qui avaient fait le bilan de la crise de 1929, a été de comprendre (avec Keynes):

* d'une part que la croissance serait rapidement bloquée si ces gains de productivité n'étaient pas en partie distribués aux salariés pour que, leur pouvoir d'achat augmentant, ils puissent consommer la masse croissante des marchandises produites. Cela a donné: l'institutionnalisation des négociations salariales avec les syndicats, l'indexation de fait des salaires sur les prix, la croissance continue des revenus indirects (sécurité sociale, allocations diverses, consommations collectives).

* d'autre part qu'il fallait, au niveau international, maintenir un certain libre-échange qui, en élargissant les marchés et en permettant la circulation du capital, «donnait de l'air» à la croissance des formes les plus dynamiques. Ceci s'est fait, mais sous l'égide et la domination des U.S.A., puissance hégémonique à l'Ouest en 1945.

On a donc une croissance entraînée par la production de masse (grâce au fordisme) et la consommation de masse (grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires) d' une série de marchandises destinées pour l'essentiel à l'équipement des ménages: logement, automobile, équipements domestiques.

Croissance qui s'est déployée dans un environnement international favorable tant du point de vue des rapports avec le tiers-monde (amélioration des termes de l'échange) que de la régulation des contradictions entre pays industrialisés (libre échange sous domination des U.S.A.).

Les taux de croissance atteints ont permis d'absorber toute la main d'œuvre disponible, mais en plus il a fallu avoir recours massivement à l'immigration. Les pays capitalistes qui s'étaient repliés sur eux-mêmes pendant la crise de 1929 et la guerre, se sont de nouveau largement ouverts sur l'extérieur se rendant ainsi très interdépendants au plan économique.

C'est ce type de croissance qui est entré en crise. Sans en avoir la théorie complète, on peut en indiquer quelques causes:

- il y a une crise du côté de la capacité productive: difficulté à étendre encore le fordisme, réactions ouvrières contre l'organisation du travail (mouvement des O.S., absentéisme, taux de rotation élevés des ouvriers sur les chaînes).
- il y a une crise de la consommation, les marchés porteurs de la croissance précédente sont, sinon saturés, du moins en croissance beaucoup plus faible.
- en conséquence, il y a augmentation de la part du tertiaire dans l'activité totale, et le tertiaire connaît des gains de productivité beaucoup plus faibles que l'industrie, en particulier le tertiaire étatique (administration, éducation, santé, police).
- il y a une crise des rapports entre grandes puissances: les U.S.A. sont maintenant sévèrement concurrencés par la R.F.A., le Japon.
- cela se traduit au niveau monétaire international par un désordre croissant: rien ne peut encore remplacer le dollar, mais celui-ci ne peut comme avant imposer sa loi.
- il y a, enfin, au moins pour le pétrole, inversion de la tendance des termes de l'échange avec le tiers-monde.

L'ensemble de ces facteurs ne fournit pas de théorie de la crise: ce n'est pas exhaustif, et il faudrait les articuler, les hiérarchiser. Mais il est certain que les facteurs internationaux sont aujourd'hui fondamentaux. Le coût, pour chacune des puissances industrialisées, d'une tentative de sortie autonome de la crise serait en effet aujourd'hui exhorbitant, en raison de l'internationalisation de la croissance intensive de la période précédente. Déjà en 1929, le coût du protectionnisme, du repli sur soi et son empire, avait été très élevé (nombre de chômeurs et baisse du niveau de vie sans comparaison avec ce qu'on connaît aujourd'hui). Aujourd'hui ce serait probablement encore pire.

Mais au niveau international, s'il existe bien des schémas théoriques de sortie de crise (une crise du capitalisme n'est jamais mécaniquement fatale et peut toujours se résoudre sur le papier), il n'y a pas d'autorité supranationale pour les appliquer, il n'y a pas non plus de puissance assez forte pour l'imposer aux autres, il n'y a pas en face, l'équivalence d'un «peuple mondial» que sa bourgeoisie pourrait mobiliser pour des sacrifices dans une unité pro-étatique structurée par le chauvinisme.

- 1929 -

Donnons un exemple de cette conséquence d'absence d'«État» et de «peuple mondiaux». On parle beaucoup, le P.S. français en particulier, de «keynesianisme mondial», comme seule issue possible à la crise. Il s'agirait d'appliquer au monde entier les solutions nationales de la crise de 29. En gros: donner de l'argent au tiers-monde pour qu'il se développe et qu'en retour cela crée des débouchés aux pays du Nord.

Seulement voilà: donner de l'argent au tiers-monde, ce n'est pas comme le donner aux ouvriers. Car dans le keynesianisme «national», le relèvement du pouvoir d'achat s'accompagnait d'une profonde transformation de l'organisation du travail (extension du fordisme) qui entraînait des gains de productivité tels que les ouvriers pouvaient consommer de plus en plus sans que les profits diminuent, au contraire. Les équilibres de ce processus étaient réglés par l'État qui organisait la modification des rapports sociaux nécessaire.

Les États des pays du Nord n'ont pas les moyens de façonner ainsi les rapports sociaux dans les pays du tiers-monde.

Ainsi, l'aide au tiers-monde reviendra sous forme de commandes aux industries du Nord, mais sans pour autant enclencher nécessairement un processus de croissance capitaliste intensive (accumulation du capital plus croissance de la productivité) dans ces pays. Dans ce cas, autant subventionner directement les exportations, ce que font d'ailleurs aussi les pays industrialisés.

Néanmoins, on verra apparaître localement dans le tiers-monde certaines poches de développement du capitalisme, en étroite articulation avec les métropoles: Asie du Sud-Est, Brésil, Mexique... Faire entrer ou maintenir ces poches de développement sauvage dans leur orbite est un des enjeux de la concurrence actuelle entre ces métropoles (U.S.A., Japon...).

LE PROBLEME DE L'ETAT.

Dans ces conditions, le problème pour l'Etat, dans un pays comme la France, est de trouver les moyens pour que son industrie se développe sur les bons créneaux, ait une bonne «spécialisation» internationale.

L'autre solution, nous l'avons dit, est impossible: s'autonomiser du marché mondial suppose une militarisation de l'économie, l'organisation étatique de la production autour de secteurs moteurs (grands travaux, armements), avec d'importantes pertes de pouvoir d'achat et donc la capacité pour l'État à rallier le peuple dans une Union Sacrée chauvine pour travailler plus et gagner moins. Les conditions de cette solution ultime ne sont réunies nulle part dans les pays occidentaux et la crise n'est pas à ce point avancée qu'elle devienne inévitable.

Pour, donc, obtenir une bonne spécialisation de l'industrie française, la théorie de Barre était qu'il fallait maintenir les grands équilibres économiques avec comme priorité le maintien du taux d'inflation à un niveau équivalent à celui des pays industrialisés concurrents, faire pression sur la pouvoir d'achat pour restaurer les profits, et laisser le soin à l'industrie privée (et aux firmes nationalisées gérées comme des entreprises privées) de trouver les bons axes du redéploiement industriel.

Le P.S., lui, fait campagne sur deux thèmes: on peut obtenir plus de croissance et moins de chômage à court terme par une relance de la consommation et il faut nationaliser pour que l'État puisse orienter la politique des grandes entreprises.

Or, les nationalisations ne sont certainement par un moyen décisif pour résoudre le problème de la spécialisation.

Les nationalisations sont un instrument, cela donne des entreprises sur lesquelles l'État a plus de prise. Mais, comment les gérer ? La difficulté c'est qu'il n'y a plus de modèles. A la fin des années 60 on disait: «faire comme l'Allemagne». Maintenant cela n'a plus de sens. Les nationalisations sont un instrument en partie en trop du point de vue de la logique industrielle.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU P.S.

On peut ainsi périodiser les politiques économiques du P.S. D'abord, relance de la consommation plus nationalisations pour orientier l'investissement. Dans un second temps, la relance par la consommation bute sur la contrainte extérieure et a pour effet d'alimenter l'inflation et de dégrader les échanges, ceci se solde par la dévaluation. Le gouvernement est obligé de se fixer le même objectif que Barre, donc de réduire l'inflation.

Le P.S. a cru que l'investissement allait repartir. Il a cru relancer l'investissement en relançant la demande. D'abord, il a fait peu de relance: prudence pour le déficit budgétaire, cela a été plutôt un transfert d'agents qui épargnent à d'autres agents qui dépensent (les bas salaires). Cette relance a eu peu d'effet sur l'investissement et à peu près aucun sur la production industrielle qui stagne. Peut-on parler de grève des patrons ? Ce qui s'avère le déterminant de l'investissement, c'est la demande sur le moyen terme beaucoup plus que le profit. La petite flambée de demande n'a pas suffit. Ce n'est pas l'appel grandiloquent de Chevènement à la mobilisation nationale des patrons qui y changera grand chose. Cette petite relance a eu surtout un effet sur les importations et le différentiel d'inflation avec les pays industrialisés concurrents a été plus fort, non pas tant parce qu'elle se serait accélérée en France, mais parce qu'elle s'est ralentie dans les autres pays.

Un petit détail, s'il intéresse les lecteurs de «la cause marxiste»: en France, l'inflation aurait dû baisser, son maintien signifie en fait son accélération. Il y a eu un palier réel franchi sans qu'on le voit au niveau de l'indice des prix. L'effet sur le chômage est à peu près nul et tout cela nous amène à la dévaluation. Une chose frappe: pour casser l'inflation le moyen essentiel c'est casser l'indexation des salaires sur les prix. Cela se donne dans l'immédiat par le blocage de tous les salaires et pas de tous les prix, d'où perte du pouvoir d'achat de 3% jusqu'au 31 Octobre. Mais après, on va repartir sur la base de l'inflation cassée, et si on regarde les objectifs de désinflation de Mitterrand (10% en 82,

8% en 83) par rapport à la tendance (15% et plus), pour arriver à réaliser ces objectifs, il faut des pertes accentuées en pouvoirs d'achat après le 31 Octobre. C'est la logique de ce qui est annoncé.

Le P.S. en revient donc à la théorie de Barre, avec l'embarras en plus d'avoir à décider quoi faire du secteur nationalisé.

Mais si la politique du P.S. se solde par la même chose que celle que feraient Barre ou Chirac en termes de pouvoir d'achat, il y a cependant un rapport à l'État qui fait la différence. Le P.S. ne sera pas jugé uniquement sur sa politique économique. Il y a un rapport différent à l'État et au syndicalisme.

La désinflation, par exemple, il veut négocier cela durablement et non l'imposer de façon autoritaire. Autre exemple, les 39 heures. Les patrons ne rêvent que travail plus souple, réorganisation, relation sociales à la japonaise, le P.S., sous couvert des 39 heures réussit en fait à amorcer le processus. Il lui faut pour cela des syndicats forts: c'est le souhait sans cesse exprimé par Delors.

Revenons à la classe ouvrière. Certains parlent de sa «recomposition» accélérée grâce au P.S.

Ce thème de la recomposition de la classe ouvrière s'appuie sur la situation italienne ou 30% du P.N.B. serait de l'économie parallèle, clandestine: travail au noir, à la maison, etc... Quelle réalité est-ce que cela a ici ?

Malgré tout il peut se passer que, à travers les nationalisations et les syndicats, il y ait double régime. D'une part les entreprises syndicalisées (nationalisées) où on négocie les sacrifices, et par ailleurs des phénomènes plus sauvages dans les boîtes privées, la sous traitance, sur lesquelles porterait à plein le poids de la crise. Mais même dans le secteur nationalisé et syndicalisé, il faudra trancher dans le vif. Par exemple: dans la sidérurgie, il y a suppression d'emplois et la négociation sur l'indexation est retardée.

QU'EST-CE QUI VA SE PASSER ?

En France, il y aura de nouvelles dévaluations. Si le dollar baisse, le mark va remonter et le franc (qui est le souffre-douleur de la classe) va dévaluer.

Il faut rester conscient que par rapport à la crise de 1929, ce qu'on a connu n'est pas grand-chose.

Si la crise actuelle est du même ordre (crise du modèle précédent de croissance «intensive» dans une situation internationale éclatée), alors on peut dire qu'elle est encore largement devant nous. En particulier au niveau monétaire, il y a un énorme apurement du capital qui n'a pas été réalisé.

(PUBLICITÉ)

Lisez «LE PERROQUET» Quinzomadaire d'opinion:

- LE JOURNAL D'UNE OPINION QUI N'EXISTE PAS
- LE JOURNAL D'AUCUN PUBLIC, MAIS DE TOUS LES LECTEURS
- LE JOURNAL QUI NE VOUS ENGAGE A RIEN D'AUTRE QU'A LE LIRE

Spécimen gratuit sur demande.

On peut s'abonner (sous pli ouvert: 100 F, sous pli fermé: 150 F - étranger: 140 F pli fermé vitesse normale, 180 F vitesse plus rapide).

ADRESSE: «LE PERROQUET» - BP 84
75 462 Paris Cedex 10

DEMANDEZ LA BROCHURE DE L'U.C.F.M.L.:

«Qu'est-ce qu'être juif ? Qu'est-ce qu'être pro-palestinien ? »

Cette brochure, éditée en Juillet 1982 est une compilation d'interventions prononcées à un meeting de l'U.C.F. à Paris qui, dans la conjoncture de l'invasion israëlienne au Liban, prenait acte de la nouvelle phase dans laquelle entrait la cause palestinienne, ainsi que la dimension croissante de l'opposition entre le fait d'être juif et l'État d'Israël.

Écrire aux Éditions Potemkine (Prix 5 Francs port compris - peut être payé en timbres).

ABONNEZ-VOUS

L'abonnement est servi sous pli fermé. Il comprend 4 numéros.
Abonnement normal 50 F Abonnement de soutien: 100 f et plus

NOM ..... PRÉNOM: .....

ADRESSE ....

.....

(ne pas omettre le code postal) .....

Reglement: par Chèques postal ou bancaire à l'ordre de: ÉDITIONS POTEMKINE
Bulletin à renvoyer exclusivement à l'adresse suivante (sans autres mentions):

ÉDITIONS POTEMKINE
2 Bis rue Jules BRETON
75 013 PARIS